

GABRIEL MALGLAIVE

**JUIF**  
**OU**  
**FRANÇAIS**



**aperçus**  
**sur la question juive**

*Préface de M. Xavier Vallat*  
*commissaire général aux questions juives*



**ÉDITIONS C.P.R.N.**



du (édit. 1942) 450  
Gabriel MALGLAIVE

---

# JUIF ou FRANÇAIS



**Aperçus  
sur la question juive**

*Préface de M. Xavier Vallat*

*Commissaire général aux Questions juives*



ÉDITIONS C. P. R. N.



Il a été tiré de cet ouvrage, 100 exemplaires, dont 10 non destinés au commerce, numérotés de I à X et 90 numérotés de 11 à 100.

## PRÉFACE

---

*Pourquoi écrirais-je une préface à un livre consacré au problème juif en France ?*

*Pour lui donner un caractère au moins officieux, sinon officiel ? Dieu m'en garde ! M. Malglaive pense ce qu'il veut en ce domaine, et dit ce qu'il pense. Tout cela est, au demeurant, fort près de ce que je crois moi-même être la vérité. Mais je ne ferai pas l'injure à cet écrivain indépendant de laisser supposer qu'il fût le porte-plume d'un autre cerveau que le sien.*

*Serait-ce pour mieux attirer l'attention du public sur l'œuvre, et le sujet qu'elle aborde ?*

*Inutile ; les Juifs suffisent amplement à justifier, devant tout esprit averti, la nécessité de s'occuper de leurs agissements.*

*Alors ? Eh bien ! je n'ai qu'une raison de répondre au désir de M. Malglaive.*



*C'est de le remercier comme il convient. D'abord, en ces temps excessifs, d'avoir écrit un livre sans haine, — je me garderai bien de dire sans passion.*

*Ensuite, d'avoir ramassé en peu de pages les raisons accumulées au long des siècles, et particulièrement dans les dernières décades, qui ont amené le Gouvernement de l'Etat français à légiférer sur le problème juif. Puis, d'avoir expliqué la portée de cette législation. Enfin, de me fournir l'occasion de préciser, sur certains points, la position du Commissariat général aux questions juives.*

*En acceptant des mains du Maréchal et de l'Amiral ce poste nouveau, je savais par avance m'exposer à deux reproches contradictoires : pour les uns, je serai l'héritier de Torquemada; pour les autres, le protecteur dissimulé des Juifs.*

*Laissons tout de suite de côté, pour ne pas perdre de temps, l'accusation d'être vendu aux Rothschild.*

*On ne peut jamais savoir ce que notre âme fléchissante ferait devant la tentation.*

*Mais le fait est là : Israël — sans doute*

*abusé par une fausse réputation — ne nous a envoyé ni porteur de présents... ni porteuse de parfums.*

*Notre œuvre serait-elle, à notre insu, une œuvre impitoyable d'extermination légale, un pogrom avec l'hypocrisie en plus ?*

*Qu'on lise nos textes avec la volonté de les comprendre et non pas d'en déformer la portée; qu'on examine leur sens juridique et leurs conséquences pratiques; et il faudra bien conclure que nous avons voulu — et, j'espère, réalisé — une opération nécessaire de défense nationale contre un danger intérieur et extérieur réel.*

*Nul ne discute plus le caractère particulier du peuple juif.*

*Il fut le peuple élu, et le Tout-Puissant n'a pas marchandé aux fils d'Abraham certaines qualités éminentes que beaucoup d'entre eux ont portées à un haut degré.*

*Mais il est aussi la race maudite que le déicide, collectivement consenti, a condamné à ne plus avoir de patrie. et à errer à travers le monde.*

*Nous le trouvons répandu parmi toutes*



les nations, mais ne s'y incorporant jamais, gouttes d'huile roulant sur les océans humains sans s'y dissoudre.

Longtemps, les peuples les ont tolérés comme des corps étrangers qu'on rejetait quand la tumeur grossissante devenait par trop gênante.

La Révolution française, la première, fit la folie de vouloir les considérer comme des citoyens pareils aux autres, et peu à peu, en moins d'un siècle et demi, tous les autres gouvernements du monde, successivement, commirent la même erreur de peur de paraître « réactionnaires ».

C'était préparer les raisons d'un antisémitisme moderne singulièrement plus justifié encore que l'antisémitisme moyenâgeux.

Sans doute, à travers tous les âges, avait-on pu reprocher aux Juifs de constituer un Etat dans l'Etat.

Mais, désormais, partout le Juif sera citoyen de deux nations : d'abord, d'Israël, la nation universelle; ensuite, de la nation particulière où il lui a plu de planter provisoirement sa tente.

Et il réclamera le bénéfice de cette

double situation. Comme Juif, il est international, et cela a bien ses avantages. Mais il ne tient pas à être considéré comme un étranger dans le pays où il compte exercer son activité, car cela présente des inconvénients certains; et il se fera naturaliser.

Sans que cela représente chez lui le désir de fixer ses racines quelque part. Simplement pour jouir de la plénitude des droits du citoyen, là où il est.

Toutes les familles juives n'ont pas, comme les Rothschild, des représentants dans cinq ou six nations diverses; mais, toutes sont prêtes, au lendemain d'un exode, à réclamer la nationalité du pays où elles abordent, sans plus se soucier de celui qu'elles ont quitté.

Et le caractère le plus curieux de cette race itinérante, c'est qu'elle veut commander partout où elle passe.

Son rêve de domination universelle s'attache à chacun de ses fils, conscient d'appartenir à la race supérieure.

Chez nous, où Paris a vu accourir 300.000 Juifs de 1812 à nos jours, ils avaient envahi les professions libérales et



intellectuelles, la presse, la radio, le cinéma, la haute administration et la politique, c'est-à-dire tout ce qui sert à mener une démocratie.

La France était atteinte d'un transport juif au cerveau dont elle a failli mourir.

Il nous a bien fallu prendre le bistouri.

Mais le chapitre que M. Malglaise a consacré à l'ensemble des textes de lois publiés à l'« Officiel » vous prouvera que nous avons voulu être des chirurgiens, et non des bouchers, encore moins des bourreaux.

Ceci dit, je pourrais m'arrêter si je ne tenais à dissiper sur un point une équivoque que certains ont intérêt à entretenir.

Dans la presse de Paris, hebdomadaire et quotidienne, on a mené grand tapage contre ce qu'on appelle notre conception confessionnelle du problème juif.

Nous sommes impardonnables, paraît-il, d'avoir introduit le critère religieux dans la détermination de l'appartenance à la race juive.

Ce reproche prouve qu'on peut être normalien et ne pas savoir lire un texte,

journaliste et ne pas connaître le sujet qu'on entend trancher.

Ce n'est point par mesquinerie cléricale que la loi française fait intervenir le facteur religieux dans la discrimination du Juif lorsque les facteurs raciaux sont en équilibre, et seulement dans ce cas.

C'est : 1° Parce que nous n'avons pas d'autre moyen de détection à notre disposition, et que là-dessus nous n'avons pas été plus industrieux que les rois de France jadis, et que le législateur moderne d'Allemagne, d'Italie, de Hongrie, de Roumanie ou de Croatie;

2° Parce que ce critère est admis comme le seul indiscutable par les Juifs eux-mêmes.

Si nos critiques fulminants avaient essayé de comprendre ce qui fait le lien du peuple juif, ils auraient appris qu'Israël est, selon le mot du R.P. Bonseren, une religion-nation.

S'ils avaient lu la Bible, ils sauraient que le peuple élu est composé de tous les descendants mâles d'Abraham et de tous les hommes de sa maison, même de ceux qui avaient été acquis des étrangers à prix



*d'argent, qui furent circoncis avec lui. Celui qui, même étranger, adoptera le culte de Jehovah, deviendra membre du peuple juif.*

*N'est-ce pas ce qui arriva à l'un des généraux assyriens, frappé de stupeur admirative devant Judith lui présentant la tête d'Holopherne ?*

*« Alors, Achior, voyant la puissance qu'exerçait le Dieu d'Israël, abandonna le culte des nations; il crut en Dieu, se circoncit, et fut incorporé au peuple d'Israël, ainsi que tous ses descendants, jusqu'au temps présent. » (« Livre de Judith », XIV, 6).*

*Cela est-il assez clair, ou faudra-t-il ajouter au texte sacré l'écho que lui faisait, au XIX<sup>e</sup> siècle, cette phrase du manifesté annonçant la création de l'Alliance israélite universelle : « Notre nationalité, c'est la religion de nos frères, et nous ne nous reconnaissons aucune autre nationalité » ?*

*Celui qui écrivait cette phrase de Juif intégral s'appelait Crémieux ! Et c'est lui qui devait faire donner à ses frères algériens, pour leur plus grande*

*commodité, une nationalité française que, par avance, il effaçait dans leur cœur, devant la nationalité juive.*

*Comment pourra-t-on finalement régler le problème juif ?*

*Il est toujours dangereux pour des aryens de vaticiner, encore qu'ils ne risquent guère de commettre plus d'erreurs que ne l'ont fait certains descendants des prophètes.*

*Une chose est certaine.*

*Il n'y a pas de solution fragmentaire du problème.*

*Depuis deux mille ans, les peuples ont passé leur temps à se renvoyer, dans un flux et un reflux incessants, les Juifs périodiquement devenus insupportables. Loin d'être un remède, ce ne fut qu'un déplacement du mal, entraînant sa généralisation.*

*A l'heure actuelle, la France métropolitaine compte 350.000 Juifs.*

*Là-dessus, 180.000 nous sont venus de l'Europe centrale et orientale, trop récemment pour avoir eu le temps d'être naturalisés !*



*Sur les 170.000 restant, la moitié seulement sont citoyens français par hérédité, les autres ont été naturalisés de fraîche date.*

*Ainsi, plus que dans d'autres pays, le problème juif se pose-t-il chez nous comme un problème d'étrangers.*

*A renvoyer où ? Chez eux, c'est-à-dire dans le vaste monde ? Par quels moyens, tant que la guerre dure ?*

*En réalité, c'est au vainqueur, s'il entend organiser durablement la paix, qu'il appartiendra de trouver le moyen, mondial si possible, en tout cas européen, de fixer le Juif errant.*

Xavier VALLAT.

## LES ORIGINES DU PEUPLE HÉBREU



LES renseignements que nous possédons sur les origines du peuple hébreu sont aussi nombreux que variés et, il faut bien le dire, contradictoires. C'est qu'il s'agit d'événements se situant 3.000 ans avant Jésus-Christ et l'on conçoit aisément que les documents authentiques que l'histoire a pu nous transmettre sont loin d'être abondants. Les plus explicites sont, sans conteste, les archives diplomatiques des pharaons Amenophis III et IV (1400-1300 avant J.-C.). Elles furent découvertes, en 1888, dans les ruines de la capitale d'Amenophis IV, et sont connues sous le nom de tablettes de Tell el Amarna.

Une autre source de renseignements est la Genèse, premier livre du Pentateuque de Moïse, où sont racontés les commencements du Monde.

C'est un ensemble de traditions hébraïques recueillies par le Prophète et constituant, si nous pouvons dire, la seule histoire religieuse de ces temps.



Depuis... les historiens ont interrogé ces textes, y ont relevé des divergences, et n'ont pu se mettre d'accord sur le lieu d'origine des Hébreux.

Sans vouloir tirer de ces interprétations diverses une opinion définitive, nous citerons simplement les avis les plus répandus.

Pour beaucoup, l'Arabie fut le berceau d'Israël, mais d'autres le situent en Arménie ou encore sur les bords du golfe Persique. Certains, enfin, tiennent pour la Syrie et la Mésopotamie.

Arabie ou Syrie, peu importe pour nous, l'histoire n'en sera pas modifiée.

## LE SEJOUR EN EGYPTÉ

D'OU qu'ils viennent, la tradition rapporte qu'à la suite d'une famine ou peut-être d'une guérilla sévère, comme il en éclate entre tribus nomades, les sujets de Jacob-Israël, fils d'Isaac et petit-fils d'Abraham, obtinrent l'autorisation de dresser leurs tentes sur la lisière de l'Égypte, dans une région de pâturages s'étendant entre le delta et le désert d'Arabie.

Pourquoi cette région plutôt qu'une autre ?

Deux raisons en justifient le choix. En premier lieu, et c'est surtout cet argument qui l'emporte, Joseph, fils de Jacob, ayant acquis la confiance du pharaon, en était devenu le ministre. Usant de son influence sur le monarque, il obtint pour les siens un droit de séjour. Au surplus, et c'est la seconde raison, ces admissions saisonnières de nomades étaient fréquentes dans le désert d'Arabie. Ces transhumances sont



encore pratiquées de nos jours. C'était tout bénéfice pour les rois d'Égypte. Les tribus nomades ainsi installées payaient l'impôt et assuraient, de plus, la défense des frontières contre les Bédouins envahisseurs. Ces tribus conservaient leur vie propre et si elles étaient astreintes à certaines servitudes, elles ne changeaient rien à leurs mœurs, à leur religion et à leurs coutumes. Il est, toutefois, à considérer que les tribus israélites, au lieu de séjourner quelques mois, s'installèrent à demeure dans le pays. Cela, elles l'obtinrent par l'entremise de Joseph.

De leur séjour en Égypte on ne sait rien avant le grand conflit avec les pharaons.

Depuis longtemps, Joseph était mort. Sa tribu, ayant pris pied dans le pays, devint chaque jour plus exigeante et les tablettes de Tell El Amarna, auxquelles nous avons fait allusion plus haut, signalent, en des accents désespérés, l'infiltration sans cesse grandissante du peuple des Habirous ou Hébreux. Les pharaons semblent être restés sourds à ces appels; l'un d'eux voulut

même assimiler les Israélites aux tribus indigènes. Ayant décidé la construction (ou plutôt la reconstruction) des remparts et des palais de Pitom et de Ramsès, il lui parut naturel de faire appel à la main-d'œuvre locale, en l'espèce aux tribus d'Israël. Une telle mesure scandalisa les Israélites qui se crurent ravalés au rang d'esclaves. La révolte grondant, Moïse en prit la tête et parvint à convaincre son peuple que Yahvé, dieu d'Israël, dominait tous les demi-dieux égyptiens. Moïse et son peuple furent expulsés et, durant quarante ans, errèrent dans les steppes qui s'étendent au sud de la Palestine. Au nom de ce dieu, Moïse rassembla une fois encore ses tribus. L'heure était arrivée où le peuple élu, le peuple de Yahvé, allait entrer dans la Terre promise.

« Ecoute, Israël, écoute. Tu vas passer le Jourdain pour marcher à la conquête de nations plus grandes et plus puissantes que toi... Sache aujourd'hui que Yahvé, ton dieu, passera lui-même devant toi comme un feu dévorant; c'est lui qui les



chassera, lui qui les humiliera devant toi, non à cause de ta justice, mais à cause de la méchanceté de ces nations et aussi pour accomplir la parole qu'il a jurée à tes pères, à Abraham, à Isaac et à Jacob. »

## LA TERRE PROMISE

**L**A conquête de la terre de Canaan, menée d'abord par Moïse, puis par Josué, servit de prétexte à des massacres terribles.

Presque tous les Cananéens furent exterminés et le pays, soumis aux Israélites, fut réparti entre chaque tribu.

Les années passèrent, la pacification de Canaan semblait terminée. Mais ceux des Cananéens qui avaient pu échapper au massacre, las de l'oppression d'Israël, s'insurgèrent sous la conduite d'un de leurs chefs, le prince Sisera. Surprises par cette brusque révolte, les tribus israélites, directement au contact des troupes de Sisera, subirent, sans pouvoir réagir, le choc des armées. C'est là que se placent les chants fameux de Débora, femme de la tribu israélite des Issacar. A son appel, le peuple de Yahvé reprit confiance et organisa la résistance. Rassemblées au mont Thabor,



les tribus d'Israël se jetèrent sur l'ennemi et déferlèrent jusqu'aux bords du Qichon.

Les éléments déchaînés favorisèrent les armées de Débora. Un violent orage, crevant au-dessus de la vallée du Qichon, de petit ruisseau, celui-ci grossi par ces pluies diluviennes roula des flots torrentueux, entraînant dans la mort le gros des armées de Sisera.

Survivant à la déroute de ses armées, Sisera s'enfuit dans le désert. Longtemps il marcha. Enfin, apercevant une tente, il s'y réfugia sans crainte, assuré d'y trouver le repos. Il est, en effet, une loi sacrée chez les Bédouins, qui oblige à respecter quiconque se réfugie sous votre tente, serait-il votre ennemi mortel.

Sans doute, le prince cananéen fut reçu sous la tente de Jaël. Il y put même se débarrasser de ses armes, mais alors qu'il buvait le lait que Jaël venait de lui offrir, il s'affaissa sous l'épieu meurtrier de cette fille d'Israël.

Quelles furent les conséquences de la défaite des troupes cananéennes ? « Nous

l'ignorons. Mais la grande importance historique vient de ce que, ce jour-là, les montagnards hébreux triomphèrent en plaine des chars de guerre des citadins, et surtout, de ce que, pour la première fois depuis la sortie de leurs déserts, les Israélites manifestèrent, d'une façon visible, la solidarité qui les unissait comme membres du peuple de Yahvé, préludant ainsi à l'unification finale des tribus autour d'un roi national : l'Oint de Yahvé (1). »

Avant de connaître cette monarchie nationale, les tribus d'Israël eurent encore à guerroyer et à se défendre des Cananéens. Elles connurent les dictatures locales de Gédéon, d'Abiméleck et de Jephthé. Ce n'est qu'après la sévère défaite que leur infligèrent les Philistins que les Israélites comprirent la nécessité d'un commandement unique.

---

(1) A. Lods. — Israël.



## LES ROIS D'ISRAEL

C E fut l'œuvre de Saül, premier roi d'Israël, dont le règne fut entièrement consacré à la lutte contre les Philistins. C'est en les combattant qu'il trouva la mort, avec trois de ses fils, sur les monts Guilboa.

A Saül succéda son quatrième fils, Echbaal, bientôt évincé par David, de la tribu de Juda et gendre de Saül.

David s'installa à Jérusalem. Il organisa le pays, le dota d'une armée, fit bâtir des sanctuaires et des palais, en un mot érigea Israël en Etat et en Etat puissant.

Son règne, célébré par tout son peuple, demeure l'expression la plus éclatante de la grandeur promise à Israël. Peu avant sa mort, David avait pris soin de faire sacrer Salomon et l'installa sur son propre trône. Le règne de ce dernier continua le précédent, mais en l'élevant à la mesure de ses moyens — ils étaient grands — et à la

mesure de sa sagesse. Ordonnant les ressources du pays, il en sut tirer, par le commerce et l'industrie, des richesses considérables. Comprenant la nécessité d'un débouché sur la mer, il mena ce projet à bonne fin et de l'Etat d'Israël fit une grande nation. Mais tant de puissantes entreprises imposent une discipline sans défaillance. Qu'un relâchement survienne et l'édifice s'écroule. La mort de Salomon marqua cette chute et provoqua la scission d'Israël.

### La scission : Israël et Juda.

Désormais, le peuple de David connaîtra la division. Deux dynasties se partageront le royaume : celle d'Israël et celle de Juda. De révoltes en révoltes, l'ancien royaume s'achemina lentement vers l'écroulement définitif. Les fautes et les crimes de ses sujets attirèrent sur lui la malédiction de Dieu. Yahvé, invoqué et reconnu comme leur seul dieu dans le malheur, était aban-



donné, trahi et oublié dans la prospérité. L'idolâtrie et la corruption des mœurs semblaient marquer le comble de la déchéance du peuple israélite. Il lui manquait d'être déicide. Il le fut. Il renia le Messie né de son sang. Il le voua à une mort ignominieuse, Lui préférant Barrabas. « Que son sang retombe sur nous et nos enfants » cria la foule en délire à Pilate...

### La dispersion.

« Lassé de tendre ses mains tout le jour vers un peuple ingrat et rebelle, Dieu résolut de le livrer au dernier châtiment (1) ». En l'an 70, les armées de Vespasien, commandées par son fils Titus, mettaient le siège devant Jérusalem. Les épidémies, la famine et les rigueurs d'une guerre sans merci brisèrent la résistance des assiégés. Plus d'un million de Juifs périrent. Ce qui restait fut déporté, vendu et emmené en esclavage.

---

(1) Max MARIN. — Le retour d'Israël.

« Tout le pays, écrit l'historien juif Joseph (1), avait été dévasté dans un rayon de 80 stades. L'aspect en était déplorable. Tous les arbres avaient été coupés et cette terre, ornée autrefois de bois et de jardins, présentait l'aspect d'un désert. »

C'était la fin du royaume d'Israël et la dispersion définitive de son peuple. Depuis lors, disséminés dans le monde, ils vont, fuyant toujours.

..

Nous nous sommes attardés, et nous nous en excusons, à ces récits d'une histoire lointaine. Nous ne désirions pas remonter au déluge et nous l'avons presque fait ! Mais le drame d'Israël ne peut être compris que lorsque l'on en sait l'histoire. L'intelligence des faits n'est possible qu'avec la connaissance des causes.

Il y avait une nation juive comportant un état temporel et géographique, comportant un peuple avec ses traditions, ses

---

(2) Max MARIN. — Le retour d'Israël.



mœurs et sa religion. De mémoire d'homme ce peuple avait été nommé l'élu de Dieu par les prophètes. De son sein devait venir la rédemption du monde. Israël connut cette mission, il la revendiqua hautement, en tira gloires et profits jusqu'à offenser son dieu, et quand vint le Messie, il Le renia.

Il importait de le dire. Devant les crimes d'Israël, le châtement survint foudroyant, impitoyable et sans espoir.

Pourtant Israël continue à espérer et à revendiquer sa mission salvatrice.

Il y avait une nation juive.

Il n'y a plus de nation juive, il en reste le souvenir; il reste un peuple juif et au cœur de ce peuple une nostalgie lancinante de ses gloires antiques et de la grandeur de sa mission.

Tel Caïn fuyant le souvenir de son crime, tel est ce peuple obsédé, poursuivi, hanté par la promesse d'un destin unique et le souvenir de sa chute; par l'espoir aussi, fanatique et maladif, de réaliser un jour sa destinée première.

Voilà ce peuple accablé par la malédiction divine et le poids de ses fautes qui depuis des siècles parcourt le monde. Nomades éternels, étrangers à tout et à tous, ils s'insinuent, s'infiltrant et s'imposent jusqu'à l'odieux, puis vomis et chassés, continuent en d'autres lieux leur course désordonnée.

Ce peuple ne ressemble en rien aux autres. Mais cette originalité ne lui saurait être un titre de gloire : peuple maudit, insociable, c'est là l'unique de sa nature.

Nous avons appris sur les bancs de l'école que la Gaule avait été envahie par les Romains, que les Romains eux-mêmes, à leur déclin, avaient dû faire place aux Francs venus du Nord, leurs alliés de la veille. Nous avons connu l'invasion d'Attila, les retours triomphants des Normands d'Angleterre. Tout cela appartient à l'histoire. Mais nulle part en France nous n'avons entendu parler d'une question romaine, ou d'une question franque, ou d'une question hunique... Les conquérants ont été conquis. Vainqueurs et vaincus se



sont si bien fondus et confondus que leur vie devint identique, et leurs goûts et leurs mœurs, et leur patrie aussi. Les Juifs étaient là. Ils y sont toujours. D'où vient donc que l'on parle encore et plus que jamais de la question juive ?

Ce peuple ne ressemble en rien aux autres. Sinon, pourquoi depuis des siècles ne se serait-il assimilé les traditions des pays qui l'hébergent ? Pourquoi serait-il toujours en marge des nations ? On a donné mille raisons. La vérité, comme l'a excellemment dit le Professeur Montandon, est que, si personne n'avait jamais eu à se plaindre des Juifs, il n'y aurait pas de question juive. Mais ce n'est là qu'une conséquence. La raison, la raison profonde est dans cette histoire que nous avons évoquée à grands traits, dans la mission de ce peuple, dans sa déchéance et dans son rêve déçu. On a beaucoup parlé de la race juive, source de toutes les dissemblances, et on l'a opposée à la race aryenne. Cet argument a sa valeur. Ce n'est encore qu'un élément du problème.

Veut-on démontrer que le Juif n'est pas Français, qu'il n'est pas Allemand ?... Le Juif lui-même nous prouve surabondamment que pour vivre en France, il n'en est pas moins Juif, que vivant en Allemagne ou en Chine, il n'est ni Allemand ni Chinois; il est et reste un Juif. Rien qu'un Juif. Nation sans Etat, sans frontière, peuple sans roi et sans prince, le peuple juif demeure un. Nous l'avons constaté. D'autres l'ont dit et l'ont écrit. Parmi ceux-là, beaucoup de Juifs et des plus connus. C'est ainsi que Bernard Lazare, dans son livre « L'Antisémitisme, son histoire et ses causes », expliquait, il y a bientôt soixante ans, ce qu'est un Juif.

Inassimilé, inassimilable, le Juif nous dit-il « est un être insociable », « anarchiste », « cosmopolite », « agent révolutionnaire ». Mais toutefois « conservateur vis-à-vis de lui-même ».

Peut-on imaginer peinture plus fidèle ?

Nous savons que les manifestations scripturales ou individuelles ne permettent pas toujours de distinguer tous les Juifs.



Car ils savent parfois se taire et dissimuler. Nous comprenons aussi qu'on ait élevé le caractère physique à la valeur d'un critérium. Ceci est affaire de gouvernement.

Nous aimerions toutefois, pour éclairer les esprits, examiner le problème plus à fond.

### **Qu'est-ce que la race ?**

« Le terme de race s'applique, ou devrait s'appliquer, et continue du moins pour la majorité des ethnologues à s'appliquer à un groupement humain caractérisé uniquement par ses particularités physiques ou somatiques » (du grec « soma » : corps) (1). Cette définition étant admise, il nous paraît nécessaire d'en rapprocher celle généralement appliquée au Juif.

### **EST JUIF selon la loi allemande :**

Le descendant d'au moins trois grands-parents de race juive. Un grand-parent qui a appartenu à la religion juive est considéré comme Juif. Est également Juif le

(1) Georges MONTANDON. — La solution ethnico-raciale du problème juif.

métis juif descendant de deux grands-parents purement Juifs.

a) Quiconque a, à la proclamation de cette loi, appartenu à la race juive, ou après, embrassé la religion juive;

b) Quiconque, à la proclamation de cette loi, était marié à un Juif, ou après cette proclamation, se marie à un Juif;

c) Les descendants de mariages mixtes conclus après le 15 septembre 1935;

d) Les descendants d'union libre mixte nés après le 31 juillet 1936.

### **EST JUIF selon la loi italienne :**

a) Celui qui est né de parents tous deux de race juive, encore qu'il appartienne à une autre religion que la religion juive;

b) Celui qui est né de parents dont l'un est de race juive et l'autre de nationalité étrangère;

c) Celui qui est né de mère juive et de père inconnu;

d) Celui qui, quoique né de parents de nationalité italienne et dont un seul est de race juive, appartient à la religion israé-



lite, ou est inscrit dans une communauté juive, ou a manifesté, de quelque façon que ce soit, son attachement au judaïsme;

e) N'est pas Juif celui qui, né de parents de nationalité italienne et dont un seul est de race juive, appartient à une religion autre que la religion juive à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1938.

#### **EST JUIF selon la loi française :**

1<sup>o</sup> Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Est regardé comme étant de race juive, le grand-parent ayant appartenu à la religion juive;

2<sup>o</sup> Celui ou celle qui appartient à la religion juive ou y appartenait le 25 juin 1940 et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

La non-appartenance à la religion juive

est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

..

L'examen et la comparaison de ces définitions font ressortir :

1<sup>o</sup> Que la détermination de la race et la race elle-même reposent uniquement sur des éléments somatiques et physiologiques;

2<sup>o</sup> Que ces caractères étant reconnus insuffisamment probants chez les Juifs, il est apparu nécessaire, pour les déceler sans erreur, d'en appeler à une discrimination complémentaire empruntée à l'origine confessionnelle;

3<sup>o</sup> Que, de ce fait, si l'on s'obstine à reconnaître une race juive, il faut alors admettre que tous les Juifs n'appartiennent pas à cette race;

4<sup>o</sup> Que considérer les Juifs comme une race anthropologique constitue une erreur fondamentale et partant une impropriété de termes;



5° Qu'il importe de substituer au terme « Race », trop rigide, celui d' « Ethnie », pour qualifier l'ensemble ethnico-racial juif. Et ceci nous amène à définir l'ethnie.

### Qu'est-ce qu'une ethnie ?

« C'est le groupe naturel d'hommes, tel qu'il est reconnu par ses membres et par ses voisins. L'ethnie est déterminée

Par le physique,  
la langue,  
la religion,  
les coutumes,  
la mentalité. » (1)

Le problème ainsi posé, nous nous sentons plus à l'aise pour démontrer l'existence d'une ethnie française, d'une ethnie allemande ou d'une ethnie juive. Alors qu'il nous paraît difficile de parler de races quand il s'agit, par exemple, de Français et d'Allemands. Il y a donc confusion de termes et cette confusion tient au fait que,

---

(1) Professeur G. MONTANDON. — La solution du problème juif.

« dans les pays fascistes, on appelle race ce que nous appelons ethnie; quand on tient à préciser les deux sens du mot race, on dit dans ces pays, race ethnique pour dire ethnie et race anthropologique pour race dans son sens propre. La raison de cette terminologie, dans les pays fascistes, est que le terme race est connu de tous, tandis que le terme ethnie est ignoré de la masse » (1). L'ethnie juive est un groupement qui est spécial par rapport aux cinq facteurs mentionnés. Un Juif peut ne pas pratiquer sa religion, ne pas parler l'hébreu, ne présenter aucun caractère somatique, mais il n'est pas possible, étant Juif, qu'il soit négatif par rapport à tous les facteurs. Comme on peut le voir, l'argument racial conserve une valeur certaine, mais partielle, et ne peut jouer — et pas toujours — que comme discriminant.

---

(1) Georges MONTANDON. — La solution ethnico-raciale du problème juif. « Pour simplifier, ajoute le Professeur MONTANDON, nous qualifierons fascistes les pays qui, conformément à l'habitude séculaire juive, font à leur tour ce qu'ils appellent du racisme, ce qu'il faudrait appeler de l'ethnisme; ce qu'on pourrait donc appeler, pour se faire comprendre plus aisément, de l'ethno-racisme. »



Outre cela, nous ne pouvons nous résoudre à admettre l'existence d'une race juive et la placer sur le même plan que la race blanche ou la race jaune.

Nous admettons un type racial juif, une ethnie juive, comme il existe une ethnie nordique. Si nous refusons d'appuyer notre opinion sur ce seul élément, ce n'est pas par complaisance ou sévérité excessives, mais guidé par le seul souci de la vérité. Race ou ethnie, nous dira-t-on, le problème n'est pas changé; mais puisque vous admettez une ethnie nordique avec laquelle vous estimez pouvoir vivre en bonne intelligence, rien ne s'oppose alors à ce que ne s'établissent les mêmes rapports avec l'ethnie juive ?

En effet. Notons, toutefois, que si ces rapports sont tendus à l'extrême, ce n'est pas notre fait, mais celui des Juifs; que, de plus, l'ethnie française, comme l'ethnie nordique, possèdent, l'une et l'autre, un Etat, des frontières, alors que l'ethnie juive se répand sur le monde et les nations,

voulant les absorber sans jamais s'assimiler. « Imperium in imperio »...

Etablir les différences ethniques de deux peuples n'est pas les opposer de façon inconciliable quand chacun vit chez lui, mais quand l'un vit de l'autre et chez l'autre, ces différences risquent fort de devenir antagonismes.

..

Rien ne ressemble plus à un Français qu'un autre Français, mais rien n'est plus différent. Identité spirituelle, contraste physique, communion intime et permanente cependant. Une des raisons profondes de cette antinomie apparente et superficielle, Jacques Bainville nous la révèle quand il écrit « ...Déjà, sur le sol de notre pays, des migrations et des conquêtes s'étaient succédées, jusqu'au moment où les Gaëls ou Gaulois devinrent les maîtres, chassant les occupants qu'ils avaient trouvés ou se mêlant à eux.

« Ces occupants étaient les Ligures et les Ibères, bruns et de stature moyenne, qui



constituent encore le fond de la population française. La tradition des druides enseignait qu'une partie des Gaulois était indigène, l'autre venue du Nord et d'outre-Rhin... Ainsi, la fusion des races a commencé dès les âges préhistoriques. Le peuple français est **un composé**. C'est mieux qu'une race : c'est une nation. »

Parler d'ethnie française (et « à fortiori » de race), si l'on ne considère que les caractéristiques physiques, est un non-sens. Quoi de commun entre le Breton aux yeux clairs et le Basque au teint chaud et mat ? Les coutumes, la manière de vivre, les jeux, les habitations, tout diffère. Mais tout se rejoint aussi. C'est qu'en eux confluent les grands courants traditionnels de la vie française. Le Basque est fier de son soleil et de ses frontons, le Breton est jaloux de ses rivages embrumés, et si l'on évoque un ciel bas, des maisons noires, le café qui, doucement, mijote sur le poêle, c'est toute la vie du Nord. Chacun aime ardemment le coin de France, berceau de ses ancêtres ; c'est son lot du patrimoine

national où tout et tous, finalement, s'identifient, confondus dans un passé aux gloires et aux tristesses communes.

Cet amour de la terre natale est, sans doute, le trait dominant de la nation française. Il en a fait un peuple de paysans et de sédentaires. Rivés à ce sol, vivant pour lui et par lui, les Français lui ont tout consacré : leurs efforts, leur génie et leur vie. La spéculation et l'aventure les déroutent, habitués qu'ils sont à mériter le succès âprement, patiemment, dans l'effort et souvent dans la douleur. Ils sont des bâtisseurs de cathédrales et non des barbouilleurs de buildings.

Etroitement unis par le langage, les traditions et l'esprit, les Français communient encore dans une religion commune. Ce sont tous ces traits auxquels se reconnaît l'ethnie française, qu'il s'agisse d'un indigène de la Touraine, du Canada ou des Flandres.

Où est le Juif dans tout cela ? Partout, c'est entendu ; mais en quoi se confond-il à l'ethnie française ? Physiquement, il dif-



fère autant du Basque que du Breton. D'une façon générale, — pas constante, nous l'avons dit, — il présente un type physique particulier qui ne s'apparente à aucun de chez nous. De plus, nous ne connaissons aucune province juive et le particularisme juif n'est donc pas du régionalisme français. Notre langue, pour quelques Juifs qui la manient correctement, est maltraitée par la majorité, qui lui préfère un idiome de ghetto. Des mœurs, des coutumes et de la religion mosaïque, il y aurait des volumes entiers à écrire, montrant combien particulière est l'ethnie juive et combien elle nous est étrangère. Nomade, courant de ville en ville, de banque en cabinet d'affaires, le Juif n'aime pas la terre. Le soc d'une charrue crevant le sol d'un sillon large et noir, n'a pour lui ni poésie ni attrait. C'est que la moisson est lointaine, qu'il ne se sent pas chez lui et qu'il lui faut, à lui, « le cérébral », une activité plus intense et la fortune dans un délai très court.

On les dit — c'est peut-être eux —

intelligents, cultivés, en un mot l'élite pensante du monde. Ceux qui vivent chez nous se disent, en outre, Français. D'où vient alors que cette catégorie de beaux esprits, au patriotisme si soudain, n'ait jamais vu sortir de ses rangs un seul écrivain, un seul poète de la terre de France ?

Juifs d'Avignon ou de Carpentras, Juifs de Paris ou de Nantes, en est-il un qui ait jamais chanté la douceur de « son » pays, qui se soit ému devant une chaumière ou devant un clocher ?

En est-il un de ces Juifs « français » qui, dans sa vie errante, poussé loin de nos terres, ait jamais ressenti la tristesse de l'exil et qui pourrait redire après Joachim du Bellay :

*« Heureux qui comme Ulysse... »*

Nous attendons encore le poète juif, émule ou même modeste disciple de l'auteur du « Trésor du Félibrige ».

Nous avons cessé de l'attendre.

Entre le Juif et le Français, le fossé est trop large pour être comblé et, si l'on ne veut en faire des ennemis, il vaut mieux



prendre le parti de les distinguer. La chose est aisée puisque la sélection est naturelle. Nous entendons que le hasard de la Nature peut donner à un homme l'aspect extérieur du Juif. Un vieux proverbe français dit qu'il ne faut pas juger les gens sur la mine... C'est le bon sens populaire qui parle. Un être n'est pas dangereux parce qu'il représente le type juif, mais il est Juif et dangereux si, à ces caractères somatiques, s'ajoute une adhésion de principe et de fait à la conception mystique et morbide de la supériorité native d'Israël. C'est pourquoi notons, si nous voulons, le facteur physique comme élément de discrimination, mais retenons aussi et surtout l'origine confessionnelle. Car elle est le support, conscient ou inconscient, mais traditionnel et constant, d'un système machiavélique où prolifère le microbe anarchique et dissolvant qui fait des Juifs les serviteurs fanatisés du rêve messianique.

Et ce rêve, c'est l'asservissement du monde sous la férule d'Israël.

## LE RÊVE MESSIANIQUE



EN 1901, sous la signature du Professeur Serge Nilus, paraissait en Russie un ouvrage ayant trait aux « Protocols ». Il ne reste que peu d'exemplaires de cette édition et il est vraisemblable qu'elle fut rachetée par les Juifs pour être détruite. Toutefois, la traduction de certains passages de ce volume, faite en Angleterre dès 1906, a été enregistrée au British Museum sous le titre « Le Grand dans le Petit et l'Antechrist comme une possibilité politique immédiate ».

L'édition et la vente de cette traduction furent assurées, en 1919, par MM. Eyre et Spottiswoode. Peut-être l'importance d'un tel document aurait-elle échappé au public, si le « Times » n'y avait consacré un article empreint d'inquiétude et du désarroi le plus grand.

On voulut connaître l'ouvrage. On se précipita chez les libraires, puis chez l'éditeur.



Une fois encore, ce fut en vain.

Tous les exemplaires avaient été râflés, et les éditeurs refusaient d'effectuer un nouveau tirage.

Par contre, après un instant de stupeur, le comité de presse institué à Londres par les Juifs se ressaisit et le « Times » lui-même (l'histoire ne dit pas le sort du trop honnête auteur de l'article révélateur) entreprit de démolir ces imaginations faites, disait-on, pour jeter le discrédit sur le peuple juif.

La justification fut pitoyable et, à bout de ressources, se fonda sur l'affirmation gratuite mais servie comme un axiome, que ce texte n'était qu'une affreuse machination policière de l'« Ochrana » tsariste. L'alarme était donnée. Un peu partout, des traductions furent publiées. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Angleterre et en France par la « Libre Parole » en 1920, puis en 1921, une édition complète parut, préfacée par Mgr Jouin.

Que sont donc ces « Protocols » que les

Juifs se sont efforcés de détruire et de combattre ? En voici l'origine, telle que nous la donne Roger Lambelin (1) :

« Les associations sionistes tinrent un congrès à Bâle, en 1897, et y jetèrent les bases d'un programme de conquêtes dont les succès précédemment obtenus justifiaient l'amplitude. Ce programme n'indiquait pas seulement des objectifs successifs à atteindre ; il préconisait aussi les méthodes à suivre, les règles tactiques à observer. Les diverses sections du congrès rédigeaient des procès-verbaux de leurs séances, appelés « protocols », destinés à être communiqués à certains initiés et à conserver la trace de ces conciliabules secrets.

« Serge Nilus, dans l'introduction de l'édition de 1917, déclare que les feuillets contenant des extraits de ces procès-verbaux rédigés en français, car nombre de

---

(1) Protocols des Sages de Sion (traduits directement du russe et précédés d'une introduction de Roger LAMBELIN).



Sionistes ignoraient l'hébreu, lui furent remis en 1901 par Alexis Nicolaiévitch Souchotin, maréchal de la noblesse de Cherm...

« Comment Alexis Nicolaiévitch se les était-il procurés ?

« Ou bien ils furent copiés... ou ils furent dérobés dans un coffre-fort que possédaient les Sionistes dans une ville d'Alsace. Cette thèse paraît être confirmée par une circulaire du Comité sioniste, datée de 1901, et dans laquelle le Docteur Hertzl se plaint des fuites qui ont permis aux Gentils de connaître les secrets des « Protocols ».

Tout ceci, évidemment, n'est qu'un commencement de preuve. C'est un faisceau de présomptions, ce n'est pas une certitude formelle. L'aura-t-on jamais ? Profitant de ce doute, les contempteurs des « Protocols » les qualifièrent apocryphes, comme un avocat demande les circonstances atténuantes pour son client.

Apocryphes ou authentiques, cela est secondaire. Ce qui importe, ce n'est ni la qualité du rédacteur, ni le but qu'il a pu s'assigner. Ce qui est capital, c'est l'esprit de ces « Protocols », c'est l'identité éclatante avec l'esprit des méthodes juives, c'est la coïncidence (la concordance serait plus juste) entre la doctrine exposée dans les « Protocols » et le comportement des Juifs dans le monde. Personne ne le peut nier. C'est suffisant. Au surplus, voici un document, dont l'authenticité nous est formellement garantie par MM. Chaumet et H.-R. Bellanger (1). C'est le discours prononcé à Prague, en 1869, par le Rabbin Reichhorn sur la tombe du Grand Rabbin Siméon Ben Ihuda.

Si nous avons à résumer les « Protocols », nous ne pourrions en trouver une synthèse plus fidèle.

« Tous les cent ans, nous, les Sages d'Israël, nous avons accoutumé de nous

---

(1) Archives israélites de Pologne (discours reproduit par MM. CHAUMET et H.-R. BELLANGER dans « Les Juifs et nous », pages 55 à 57).



réunir en Sanhédrin, afin d'examiner nos progrès vers la domination du monde que nous a promise Jehovah, et nos conquêtes sur la chrétienté ennemie.

« Cette année, réunis sur la tombe de notre vénéré Siméon Ben Ihuda, nous pouvons constater avec fierté que le siècle écoulé nous a rapprochés du but et que ce but sera bientôt atteint.

« L'or a toujours été la puissance irrésistible. Manié par des mains expertes, il sera toujours le levier le plus puissant pour ceux qui le possèdent et l'objet d'envie de ceux qui ne le possèdent pas. Avec l'or, on achète les consciences les plus rebelles, on fixe le taux de toutes les valeurs, le cours de tous les produits; on subvient aux emprunts des Etats qu'on tient ensuite à sa merci.

« Déjà, les principales banques, les bourses du monde entier, les créances de tous les gouvernements sont entre nos mains.

« L'autre grande puissance est la presse. En répétant sans relâche certaines idées,

on arrive à les faire admettre comme vérités. Le théâtre rend des services analogues. Partout, le théâtre et la presse obéissent à nos directions.

« Par l'éloge infatigable du régime démocratique, nous diviserons les chrétiens en partis politiques, nous détruirons l'unité de leurs nations, nous y sèmerons le désordre. Impuissants, ils subiront la loi de notre Banque, toujours amie, toujours dévouée à notre cause.

« Nous pousserons les chrétiens aux guerres, en exploitant leur orgueil et leur stupidité. Ils se massacreront et déblaieront la place où nous pousserons les nôtres.

« La possession de la terre a toujours procuré l'influence et le pouvoir. Au nom de la justice sociale, de l'égalité, nous morcellerons les grandes propriétés. Nous en donnerons des fragments aux paysans qui les désirent de toutes leurs forces et qui seront bientôt endettés par l'exploitation. Nos capitaux nous en rendront maîtres.



Nous serons à notre tour des grands propriétaires et la possession de la terre nous amènera le pouvoir. Efforçons-nous de remplacer dans la circulation l'or par le papier-monnaie. Nos caisses absorberont l'or et nous réglerons la valeur du papier, ce qui nous rendra maîtres de toutes les existences. Nous comptons parmi nous des orateurs capables de persuader les foules. Nous les répandrons parmi les peuples, pour leur énumérer les changements qui doivent réaliser le bonheur du genre humain. Par l'or et par la flatterie, nous gagnerons le prolétariat. Celui-ci se chargera d'anéantir le capitalisme aryen. Nous promettrons aux ouvriers des salaires qu'ils n'ont jamais osé rêver, mais nous élèverons en même temps le prix des choses nécessaires, tellement que nos profits seront encore plus grands.

« De cette manière, nous préparerons les révolutions que les chrétiens feront eux-mêmes et dont nous récolterons les fruits. Par nos railleries, par nos attaques, nous rendrons leurs prêtres ridicules et odieux,

leur religion aussi ridicule et odieuse que leur clergé. Nous serons alors maîtres de leurs âmes. Car notre pieux attachement à notre religion, à notre culte, en prouvera la supériorité, ainsi que celle de nos âmes. Nous avons déjà établi des hommes dans toutes les situations importantes. Efforçons-nous de fournir aux « Goyms » des avocats et des médecins. Les avocats sont au courant de tous leurs intérêts. Les médecins, une fois dans les maisons, deviennent des confesseurs et des directeurs de conscience.

« Mais, surtout, accaparons l'enseignement. Par là, nous répandrons les idées qui nous sont utiles et nous pétrirons les cerveaux à notre gré.

« Si l'un des nôtres tombe malheureusement dans les griffes de la justice, courons à son aide. Trouvons autant de témoignages qu'il en faut pour le sauver de ses juges, en attendant que nous soyons nous-mêmes les juges.

« A l'heure voulue, fixée d'avance, nous



déchaînerons la révolution qui, ruinant toutes les classes de la société, nous asservira définitivement les Aryens. »

« Les Protocols des Sages de Sion », dont nous donnons ci-dessous de larges extraits, complètent par un exposé plus minutieux des méthodes, le bilan et les consignes du Rabbin Reichhorn. On nous dira encore que les « Protocols » sont apocryphes ! Peut-être. Mais qui ne reconnaîtrait la filiation mentale de ces deux textes ?

Ainsi s'établissent l'authenticité du rêve messianique et la nature des moyens utilisés par Israël.

### *QUAND LES SAGES DE SION NOUS PARLENT.:*

#### **Nos principes.**

Il faut remarquer que les hommes qui ont de mauvais instincts sont plus nombreux que ceux qui en ont de bons.

C'est pourquoi on atteint les meilleurs

résultats en gouvernant les hommes par la violence et la terreur, non par les discussions académiques.

Franchise et honnêteté doivent être les attributs des royaumes chrétiens, nous ne devons aucunement les prendre pour guides.

Notre but est de posséder la force. Tout dépend de l'or et nous devons posséder tout l'or du monde.

Les peuples chrétiens sont abrutis par les liqueurs fortes; leur jeunesse est abrutie par les études classiques et par la débauche à laquelle l'ont poussée nos agents : précepteurs, domestiques, gouvernantes dans les maisons riches, nos commis ailleurs, nos femmes dans les lieux de divertissement des chrétiens.

Notre mot d'ordre est : la force et l'hypocrisie.

C'est pourquoi nous ne devons pas nous arrêter devant la corruption, la tromperie, la trahison toutes les fois qu'elles peuvent nous servir à atteindre notre but.

C'est par cette doctrine que nous triom-



phérons et que nous asservirons tous les gouvernements à notre gouvernement suprême.

## NOS METHODES

### La franc-maçonnerie.

En attendant notre avènement, nous créerons et multiplierons au contraire les loges maçonniques dans tous les pays du monde. Ces loges formeront notre principal bureau de renseignements.

Nous formerons dans ces loges le noyau de tous les éléments révolutionnaires et libéraux.

Les projets politiques les plus secrets nous seront connus et tomberont sous notre direction dès le jour de leur apparition. Au nombre des membres de ces loges seront presque tous les agents de la police nationale et internationale (comme dans l'affaire d'Azeff) parce que leur service est irremplaçable pour nous.

### Affaiblir l'esprit public.

Le problème capital de notre gouvernement est d'affaiblir l'esprit public par la critique ; de faire perdre l'habitude de penser, car la réflexion crée l'opposition ; de détourner les forces de l'esprit en vaines escarmouches d'éloquence.

Pour prendre l'opinion publique en mains, il faut la rendre perplexe en exprimant de divers côtés, et si longtemps, tant d'opinions contradictoires que les chrétiens finiront par se perdre dans leur labyrinthe et par comprendre qu'il vaut beaucoup mieux n'avoir aucune opinion en politique.

Le second secret de notre succès est de jeter la discorde dans tous les partis, de désunir toutes les forces collectives qui ne veulent pas encore se soumettre à nous.

### Détruire toute hiérarchie.

L'aristocratie des chrétiens, en tant que force politique, a disparu ; mais comme propriétaires de biens territoriaux, elle peut



nous nuire dans la mesure où ses ressources peuvent être indépendantes.

Il nous faut la déposséder de ses terres.

Le meilleur moyen pour cela est d'augmenter les impôts sur la propriété foncière afin d'endetter la terre.

### **Ruiner les propriétaires terriens.**

En même temps, il faut protéger le commerce et l'industrie. Il faut que l'industrie ôte à la terre le fruit du travail comme du capital et qu'elle nous donne, par la spéculation, l'argent du monde entier.

### **Ruiner l'industrie.**

Pour ruiner ensuite l'industrie des chrétiens, nous développerons la spéculation, le goût du luxe, du luxe qui dévore tout. Nous ferons monter les salaires qui, cependant, ne rapporteront aucun profit aux ouvriers, car nous aurons fait naître, en même temps, un renchérissement des objets de première nécessité ; de plus, nous prendrons toutes les mesures possibles

pour exiler de la terre les chrétiens intelligents.

Et nous masquerons nos vrais desseins d'un désir prétendu de servir les classes ouvrières.

### **Diviser et corrompre.**

La division du peuple en partis les a tous mis à notre disposition, car pour soutenir une lutte d'émulation, il faut de l'argent et c'est nous qui avons tout l'argent.

### **Corrompre les institutions.**

Ce ne sont pas les institutions qui sont importantes, mais leurs fonctions : fonctions administratives, législatives, exécutives. C'est pourquoi elles agissent dans l'Etat comme les organes dans le corps humain.

Quand nous avons introduit dans l'organisme de l'Etat le poison du libéralisme, toute sa constitution politique a changé : les Etats sont tombés malades d'une maladie mortelle.



### **Discréditer l'autorité.**

Du libéralisme sont nés les gouvernements constitutionnels qui ont remplacé pour les chrétiens l'autocratie salutaire, et la Constitution n'est pas autre chose qu'une école de discordes, de mésintelligence, de dissentiments, d'agitations stériles des partis. La tribune et la presse ont condamné les gouvernements à l'inaction et à la faiblesse. C'est ce qui explique qu'ils ont été renversés.

### **Acheter les consciences.**

Dans quelque temps, nous créerons la responsabilité des présidents.

La crainte des révélations fera de ces hommes les fidèles exécuteurs de nos prescriptions. Les administrateurs, choisis par nous dans le public, en raison de leurs aptitudes serviles, ne seront pas des individus préparés pour l'administration du pays. Ainsi, ils deviendront aisément des pions dans notre jeu.

### **Mentir toujours.**

Rappelez-vous la Révolution française à laquelle nous avons donné le nom de « grande », les secrets de sa préparation nous sont bien connus, car elle fut tout entière l'œuvre de nos mains.

Depuis lors, nous menons le peuple d'une déception à l'autre, afin qu'il renonce même à nous, au profit du roi despote du sang de Sion que nous préparons pour le Monde.

### **Affamer les peuples.**

Notre intérêt est que les chrétiens dégénèrent. Notre puissance est dans la faim chronique, dans la faiblesse de l'ouvrier, parce que tout cela l'asservit à notre volonté et qu'il n'aura en sa puissance ni force, ni énergie pour s'opposer à cette volonté. La faim donne au capital, sur l'ouvrier, plus de droits que l'aristocratie n'en recevait du pouvoir royal et légal.



### **Fomenteur des émeutes.**

Quand nous aurons créé, par tous les moyens cachés dont nous disposons, à l'aide de l'or qui est tout entier entre nos mains, une crise économique générale, nous lancerons dans la rue des foules entières d'ouvriers, simultanément dans tous les pays d'Europe.

### **Diviser pour régner.**

Pour rendre possible de tels désirs, il faut troubler constamment, dans tous les pays, les rapports du peuple et du gouvernement, afin de fatiguer tout le monde par la désunion, l'inimitié, la haine et même le martyre, la faim, l'inoculation des maladies, la misère, pour que les chrétiens ne voient pas d'autre salut que de recourir à notre souveraineté pleine et entière.

La presse nous y aidera, à peu d'exceptions près; elle est déjà tout entière sous notre dépendance.

Par elle nous avons obtenu de l'influence tout en restant dans l'ombre; grâce

à elle, nous avons amassé dans nos mains l'or, en dépit des torrents de sang et de larmes au milieu desquels nous avons dû le prendre.

C'est de nous que vient la terreur. Nous avons à notre service des hommes de toutes les opinions, de toutes les doctrines; chacun d'eux sape de son côté les derniers débris du pouvoir. Tous les Etats souffrent de ces menées, ils demandent le calme, ils sont prêts à tout sacrifier pour la paix, mais nous ne leur donnerons pas la paix tant qu'ils ne reconnaîtront pas notre gouvernement suprême ouvertement, humblement.

### **Le Grand Soir.**

Quand nous commencerons enfin à régner à l'aide de coups d'Etat préparés partout pour le même jour, nous tâcherons qu'il n'y ait pas de complots contre nous.

Dans ce dessein, nous condamnerons à mort tous ceux qui accueilleront notre avènement les armes à la main. Toute nou-



velle création de sociétés secrètes sera punie de mort.

Nous publierons une loi d'après laquelle tous les anciens membres des sociétés secrètes devront quitter l'Europe, centre de notre gouvernement.

Les décisions de notre gouvernement seront définitives et sans appel.

Quand il nous sera nécessaire de renforcer les mesures de protection policière, nous simulerons des désordres. Cela nous servira de motifs pour autoriser les perquisitions et les surveillances dont les agents seront les serviteurs que nous aurons parmi la police des chrétiens.

### **La religion.**

Quand notre règne sera venu, nous ne reconnâtrons l'existence d'aucune autre religion que celle de notre dieu unique.

C'est pourquoi nous devons détruire toutes les croyances.

Nos philosophes discuteront tous les défauts des croyances chrétiennes.

Dans les pays qu'on appelle avancés,

nous avons créé une littérature folle, sale, abominable et pornographique. Nous la stimulerons encore quelque temps après notre arrivée au pouvoir, afin de souligner le contraste de nos discours, de nos programmes avec ces turpitudes.

Nous avons déjà pris soin de discréditer la classe des prêtres chrétiens et de désorganiser par là une mission qui pourrait nous gêner beaucoup.

Mais tant que nous n'aurons pas élevé la jeunesse dans les nouvelles croyances de transition, puis dans la nôtre, nous ne toucherons pas ouvertement aux églises existantes, mais nous lutterons contre elles par la critique en excitant les discussions.

### **L'enseignement.**

Dans le but de détruire toutes les forces collectives excepté les nôtres, nous supprimerons les universités, première étape du collectivisme.

Nous excluerons de l'enseignement le droit civique comme tout ce qui concerne les questions politiques.



Nous supprimerons le classicisme ainsi que toute étude de l'histoire ancienne. Nous rayerons de la mémoire des hommes tous les faits des siècles passés qui ne nous sont pas agréables.

Nous abolirons tout enseignement libre.

Nous absorberons et adopterons à notre profit les dernières lueurs de pensée indépendante, que nous dirigeons déjà depuis longtemps vers les matières et les idées qu'il nous faut.

Le système de répression de la pensée est déjà en vigueur dans le système appelé l'enseignement par l'image, qui doit transformer les chrétiens en animaux dociles qui ne pensent pas, qui attendent la représentation des choses en images pour les comprendre...

### **La liberté.**

Nous la définirons ainsi : le droit de faire ce que permet la loi. Toute la liberté sera entre nos mains parce que les lois détruiront ou créeront ce qui nous sera agréable suivant notre programme.

### **Liberté de la presse.**

Avec la presse, nous agirons de la manière suivante : nous la sellerons et nous mettrons de fortes rênes; nous ferons de même pour tous les ouvrages imprimés.

Nous supprimerons les journaux de partis, mais nos journaux seront de toutes les tendances... Les imbéciles qui croiront répéter l'opinion du journal de leur parti, répéteront notre opinion ou celle qu'il nous plaira.

Personne ne touchera à l'auréole de notre infaillibilité. Rien ne sera notifié à la société sans notre contrôle.

Ce résultat est déjà atteint de nos jours par le fait que toutes les nouvelles sont reçues par plusieurs agences qui les centralisent de toutes les parties du monde.

### **Liberté de pensée.**

La vérité est une et ne saurait progresser. Le progrès, comme une idée fausse, sert à obscurcir la vérité afin que personne ne la connaisse. Excepté nous, les élus de Dieu, ses gardiens.



C'est pourquoi nous pousserons encore les esprits à inventer toutes sortes de théories fantastiques, nouvelles et soi-disant progressistes.

Pour détourner les hommes trop inquiets des questions politiques, nous mettrons en avant des questions prétendues nouvelles : les questions industrielles.

Les masses consentiront à rester inactives, à condition d'avoir de nouvelles occupations. Afin qu'elles n'arrivent à rien par la réflexion, nous les détournerons de la pensée par des divertissements, par des jeux, par des amusements, par des passions, par des maisons du peuple.

Bientôt, nous proposerons, par la presse, des concours en art, en sports de toutes sortes : ces intérêts détourneront définitivement les esprits des questions où il nous faudrait lutter avec eux.

Les hommes se déshabituant de plus en plus de penser par eux-mêmes, finiront par parler à l'unisson de nos idées, parce que nous serons les seuls qui proposerons de nouvelles directions à la pensée...

## DU RÊVE A LA RÉALITÉ



**L**E Juif, a dit Renan, veut à la fois le droit séparé et le droit commun. Renan était philosémite et son opinion en a pour nous plus de valeur. Au seuil de ce nouveau chapitre, où nous allons examiner l'attitude des Juifs à l'égard de la France, nous voulons nous interdire tout esprit partisan. Nous voulons établir ou rétablir la vérité. C'est là sans doute un dessein qui ne laisse pas d'être présomptueux ; mais, ce faisant, nous agissons sans haine, sans passion autre que celle de servir notre patrie. Nous avons amassé les documents, nous les avons compulsés, pesés, comparés, sans jamais les solliciter, soucieux non pas de prouver la nocivité du peuple juif, mais fermement résolus à les examiner en toute objectivité. Si la lecture et l'analyse de ces textes confirment l'opinion de Renan, ce n'est pas notre faute. Ce n'est pas davantage notre faute si toute cause com-



porte des effets; c'est dans la nature même des choses, et si, en conclusion de ses actes, Israël se voit frapper de mesures sévères, ce n'est pas à nous qu'il en doit demander raison, mais encore à lui-même.

### I. — Les Juifs dans l'ancienne France.

Après la destruction de Jérusalem et le massacre des Juifs, le silence et l'oubli semblent envelopper pour un temps le peuple d'Israël. Ceux qui n'avaient pas été exterminés avaient été emmenés comme esclaves et vendus sur les marchés. Ruinés, asservis, enchaînés parfois aux galères, les Juifs furent alors dispersés. Le temps qu'ils employèrent à reconstituer et à regrouper leurs tribus importe peu à cette histoire. L'étonnant est d'y être parvenu en conservant intacts leurs traditions et leurs rêves en dépit d'un destin souvent contraire. On assistera, pendant la domination romaine et sous les Mérovingiens, à des manifestations de l'esprit sémite,

mais c'est plus le fait d'isolés que de groupes constitués. Pour retrouver les Juifs organisés, il faudra le règne de Charlemagne. Ceci s'explique aisément quand on sait la faveur dont ils jouissaient auprès du grand empereur. Et cette faveur elle-même se comprend sans peine. Dans cette mosaïque d'Etats que constituait le vaste empire, dans cet agglomérat de peuples divers placés sous la domination carolingienne, les Juifs, éléments noyés dans la masse des nations, n'avaient pu encore se singulariser d'aucune façon. L'épuisement des ressources, les guerres constantes, la torpeur des échanges commerciaux annonçaient la gêne et la misère. Il y avait une belle place à prendre pour qui saurait l'art du négoce. Il y avait surtout de belles fortunes à édifier. Quoi d'étonnant que, dès lors, nous retrouvions les Juifs ? On ne saurait le leur reprocher, au contraire. Leur violent amour de l'argent et de la puissance qu'il procure stimule leur ingéniosité. Ils achètent tout, ils vendent tout, créant rapidement une activité commer-



ciale qui semble faire revivre le pays. On les accueille avec une curiosité étonnée et bienveillante et ils s'installent un peu partout, établissant de nombreuses communautés dont la prospérité, bientôt insolente, sera à l'origine des premiers conflits. Ils faisaient commerce de tout, mais avec usure, et d'exactions en exactions, ils parvinrent à une véritable tyrannie économique. Le choc était fatal. Le débiteur se révolta. Les premiers massacres des Juifs datent des Croisades. Le souffle religieux qui inspira les Croisés balaya du même coup les trop prolifiques maisons juives. Irrités des rapines continuelles des fils de Juda, animés d'une haine fanatique des ennemis du Christ, les preux chevaliers, avant de partir pour les lieux saints, firent une prompte justice des usuriers sémites.

Sans doute, il en resta, puisque Philippe-Auguste, inquiet de la puissance que prenaient les Juifs de Paris, dut rendre, en 1181, une ordonnance d'expulsion.

Après un simulacre de départ et sans

que fût rapportée l'ordonnance les exilant, nous les retrouvons plus actifs que jamais sous le règne de Saint Louis.

Ils eurent alors des concurrents sérieux dans une compagnie d'usuriers venus d'Italie et connus sous le nom de Catorcins, de Caorsins ou Corsins. C'était une société de marchands lombards et florentins qui, enchérissant sur les Juifs, ne craignait pas d'exiger, tous les deux mois, 10 p. 100 de ce qu'elle prêtait sur gages. La répression fut sévère et les Italiens cessèrent ces pratiques honteuses. Que n'en fut-il de même des Juifs ! Louis IX, que l'Eglise a placé sur ses autels, ne s'est guère leurré sur leur compte. Si peu qu'une ordonnance du roi stipule que les causes des Juifs seront obligatoirement portées devant son tribunal et qu'en aucun cas leur témoignage ne pourra être reçu contre des chrétiens. Son chapelain, Guillaume de Chartres, nous rapporte en quels termes le saint roi les tenait :

« Il détestait les Juifs, odieux à Dieu et aux hommes, tant qu'il ne pouvait les



voir et ne voulait pas que rien de leurs biens fût employé à son service, affirmant qu'il ne voulait pas garder leur venin, ni qu'eux pratiquassent usures. Mais il leur permettait de gagner leur vie en offices et en marchés licites, comme il était coutume de faire en d'autres pays. Plusieurs, parmi ses conseillers, lui persuadaient le contraire, assurant que le peuple ne pouvait vivre sans emprunts, ni cultiver la terre, ni exercer métiers ou négoce, et qu'il était meilleur et plus tolérable que les Juifs, qui sont déjà damnés, exercent ces métiers de damnation, plutôt que des chrétiens qui, en cette occasion, oppriment le peuple même par de plus grandes usures ».

Le mépris des honnêtes gens n'atteint pas les Juifs. Leur mot d'ordre est : « La force et l'hypocrisie ». Pour parvenir à l'une et à l'autre, aimés ou détestés, peu leur importe. Il leur suffit d'être présents.

Saint Louis les supporta dans son royaume. Forts de cette tolérance, ils

s'adonnèrent à leurs fructueuses opérations avec une frénésie accrue par le manque à gagner des mauvais jours. Tant et si bien que Philippe le Bel dut les expulser à nouveau en 1306.

En 1315, les finances publiques étant dans une passe difficile, Louis X autorisa les Juifs à demeurer en France à la condition formelle de payer un très gros impôt.

Ils pouvaient également s'y établir pour une durée de douze années et se livrer à un commerce honnête. On décida que ce terme expiré, si quelque raison obligeait de les chasser à nouveau, on leur donnerait un temps convenable pour emporter leurs effets. Ils furent astreints, de plus, à porter une marque distinctive. « C'était, nous dit la chronique du temps (1), une roue de la largeur d'un blanc tournois d'argent et d'une autre couleur que leur robe (« Rota Judæorum ») ». Enfin, défense leur était faite de prêter à usure ou

---

(1) *Histoire de France*, t. VIII, par VILLARET, édition de 1762.



sur lettres, mais simplement sur gages.

L'ordonnance de Louis X est de 1315. Sa validité devait donc expirer en 1327. Cette forme de trêve était trop pesante et trop longue à Israël. A peine installés, les Juifs se reprennent à leurs besognes inavouables. Profitant des malheurs d'autrui, ils n'ont d'autre loi que leur sordide rapacité. Pourquoi s'étonner si la fureur populaire se déchaîne une fois encore ? En 1320, la marche des Pastoureaux, embryon de Croisade, honnête à l'origine, mais exploitée par la suite par des gredins, donna le signal d'un massacre des Juifs. Les armées du roi mirent bon ordre à ces excès et « les Pastoureaux se dissipèrent tout à coup comme la fumée ».

Quoi qu'il en soit, l'aventure des Pastoureaux fit grand bruit dans le monde. Les infidèles en furent alarmés et prirent les mesures les plus abominables. Ils savaient que les Juifs, souvent chassés, quelquefois massacrés, nourrissaient dans leur cœur une haine secrète mais implacable contre la France; ils s'adressèrent à

eux pour l'exécution de leurs projets. Il ne s'agissait rien moins que d'empoisonner tous les puits et toutes les fontaines du royaume; ce qui devait, naturellement, le dépeupler et rendre impossible l'expédition que le roi méditait.

Les Juifs souscrivirent d'enthousiasme à ce complot, mais en coquins madrés et prudents ne se chargèrent pas d'une si dangereuse commission. Ils promirent de s'y employer activement et de ne rien oublier pour la faire exécuter par les lépreux. L'argent qu'Israël sut distribuer emporta les hésitations des lépreux, qui consentirent à ce crime.

Toutes les eaux furent empoisonnées dans la haute Guyenne et dans le Poitou. Le nombre des victimes augmentait de jour en jour. La source du mal étant découverte, le remède fut prompt et les précautions efficaces. Le seigneur de Pernay envoya au roi la confession d'un lépreux qui avait été pris sur ses terres. Elle portait « qu'un Juif fort riche l'avait



séduit et lui avait donné des poisons et de l'argent, avec promesse de lui fournir de plus grosses sommes, pour corrompre ses compagnons ».

A cette nouvelle, le roi fit publier un édit par lequel il ordonna de brûler vifs tous ceux des lépreux qui seraient trouvés coupables et d'enfermer tous les autres (1). Quant aux Juifs, ils furent brûlés ou égorgés et, à l'égard de ceux qui avaient pu s'échapper, fut renouvelée l'ordonnance d'expulsion.

Quelques années plus tard, Philippe de Valois accepta leur retour, mais lassé par leurs insupportables intrigues, dut bientôt les chasser. Jean II, après le traité de Brétigny et sa captivité, jugea opportun de leur permettre l'accès du royaume pendant vingt ans. C'était le vœu le plus ardent des Juifs, qui, depuis l'avènement du roi, n'avaient cessé d'offrir des sommes considérables pour obtenir cette faveur. Si Jean II se laissa fléchir, c'est qu'en sou-

(1) *Histoire de France*, par VILLARET, t. VIII, *passim*.

verain avisé, il avait compris le profit qu'il en pourrait tirer. Il lui fallait payer au roi d'Angleterre le prix de sa rançon. Le pape avait bien accordé deux décimes sur le clergé de France, les villes s'étaient taxées elles-mêmes, mais trois millions d'écus d'or ne se trouvent pas aisément. Aussi, l'ordonnance qui ouvrit aux Juifs les portes du royaume leur imposa de verser un tribut collectif. Outre cela, chaque chef de famille paierait douze florins d'or de Florence pour son entrée dans le royaume, six florins tous les ans pour le droit d'y séjourner et, de plus, un florin par tête. Mais, en leur permettant d'habiter en France, le roi jugea qu'il était à propos de mettre un frein à leur cupidité. Il leur fut défendu d'exiger au delà de quatre deniers pour livre prêtée par semaine. « Une usure si exorbitante, ajoute le chroniqueur, annonce à quel degré de misère le royaume était réduit ». Enfin, la pièce de drap qu'ils étaient obligés de porter avait été changée en une platine d'étain de la grandeur du grand sceau royal.



Ce séjour fut de courte durée. En 1394, les Parisiens, indignés, pillèrent leurs maisons et voulurent les exterminer. « C'est que leur insatiable avarice était parvenue à un excès intolérable : non contents d'exercer impunément la plus criante usure qui montait presque aux deux tiers du principal pour une seule année, ils prétendaient encore exiger les intérêts de ces intérêts » (1). Justement inquiet, le roi Charles VI rendit, le 17 septembre 1394, une ordonnance par laquelle « pour les crimes, excès et délits commis, tant contre la religion que contre l'autorité souveraine et l'intérêt public, tous les Juifs étaient bannis à perpétuité du royaume ».

C'est ici le dernier exil de la nation juive, dont elle n'obtiendra jamais la révocation avant la Révolution de 1789.

La plupart se retirèrent en Allemagne. Plusieurs familles s'établirent à Metz, ville libre. Henri II, en 1550, permettra à

---

(1) *Histoire de France*, VILLARET, t. XII.

quelques communautés chassées d'Espagne et du Portugal, de se fixer en France, mais Louis XIII, en 1615, renouvela contre eux l'édit d'expulsion.

« Sujets français, les Juifs de l'ancien régime, nous dit Charles Maurras, n'étaient pas citoyens français; les lois d'alors étaient sensées : elles reconnaissaient une nation juive, car une nation juive existait en réalité. Voilà ce qu'il ne faut point se lasser de répéter. »

## II. — Les Juifs et la Révolution de 1789.

Tout le monde connaît la préparation révolutionnaire des encyclopédistes, écrit Léon de Poncins. Ce qu'on ne sait pas, c'est le rôle prépondérant que la « maçonnerie » a tenu pendant toute la durée de la Révolution. Voici le témoignage du franc-maçon Bonnet, orateur du Convent du Grand-Orient de France en 1904 (1) :

« Au xviii<sup>e</sup> siècle, la glorieuse lignée des

---

(1) *La franc-maçonnerie*, par LÉON DE PONCINS.



encyclopédistes a trouvé, dans nos temples, un auditoire fervent qui était alors seul à invoquer la radieuse devise encore inconnue de la foule : « Liberté, Egalité, « Fraternité ». La semence révolutionnaire a vite germé dans ce milieu d'élite. Nos illustres FF. . d'Alembert, Diderot, Helvetius, d'Holbach, Voltaire, Condorcet ont achevé l'évolution des esprits, préparé les temps nouveaux. Et, quand s'est écroulée la Bastille, la franc-maçonnerie a eu le suprême honneur de donner à l'humanité la charte qu'elle avait élaborée avec amour... Le 25 août 1789, la Constituante, dont plus de trois cents membres étaient « maçons », a définitivement adopté, presque mot pour mot, tel qu'il avait été longuement étudié en loge, le texte de l'immortelle déclaration des Droits de l'Homme. »

En reproduisant la déclaration d'un orateur qualifié du Grand-Orient de France, nous n'entendons pas établir la preuve que la Révolution française fut l'œuvre des francs-maçons. Ce serait prendre une peine inutile. En toute occasion, la « maçonnerie »

a revendiqué la paternité des troubles de 1789. Elle s'en réclame et s'estimerait frustrée d'une de ses œuvres capitales si on le lui contestait.

« Nous faisons plus que de le reconnaître, nous le proclamons », dira M. Jumel à la tribune de la Chambre, le 1<sup>er</sup> juillet 1904. Curieux, cependant, est le rapprochement entre ces aveux délirants de spontanéité et d'emphase, et les affirmations identiques que les Juifs de tous les horizons reprennent à leur propre compte. « Rappelez-vous, est-il écrit dans les « Protocols », la Révolution française à laquelle nous avons donné le nom de « grande » ; les secrets de sa préparation nous sont bien connus, car elle fut tout entière l'œuvre de nos mains. »

« L'année 1789 est une nouvelle Pâque : La Révolution française a un caractère hébraïque très prononcé » (« Union Israélite » du 6 juillet 1889). Les citations de ce genre abondent. Qu'en faut-il conclure ? La Révolution est-elle l'œuvre des encyclopédistes, des « maçons » ou des Juifs ?



Tous y participèrent, mais à des étages différents. Les uns — les Juifs — dirigeaient sans risque les débats dans la coulisse, les autres se taillaient des succès d'estrade, faisaient tomber les têtes et risquaient la leur. On le voit, les méthodes n'ont pas varié et les Juifs savaient aussi bien manœuvrer les idéologues du xviii<sup>e</sup> siècle que les lépreux du xiv<sup>e</sup>.

Veut-on une preuve du dévouement frénétique des Constituants à la cause d'Israël ? L'attitude de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély doit dissiper tous les doutes. Quand le décret accordant la citoyenneté française aux Juifs fut mis en discussion, le 27 septembre 1791, le futur régicide Réwbell, député d'Alsace, tenta de s'opposer au vote de ce décret: Lui coupant la parole, Regnaud se leva brusquement et, hargneux et violent, interpella l'assemblée en ces termes : « Je demande qu'on rappelle à l'ordre tous ceux qui parleront contre cette proposition, car c'est la Constitution elle-même qu'ils combattront ».

C'est net. Sans équivoque. Voilà un lépreux consciencieux (1).

L'assemblée s'inclina et la proposition fut adoptée.

Il est à remarquer que les plus graves décisions qui engagent l'avenir de notre pays ont souvent été prises sans réflexion et en hâte.

L'histoire de la Troisième République est fertile en incidents de ce genre. Que de lois inscrites brusquement à l'ordre du jour et votées en l'absence des opposants ! Que de questions de confiance — chantage à peine déguisé — posées pour éluder les débats ! Une telle précipitation déguise mal les intérêts les plus sordides et les combinaisons particulières. Là où il y a de

---

(1) Dans les Mémoires du Chancelier Pasquier, on trouve ce jugement sur Regnaud de Saint-Jean-d'Angély : « La variété de ses connaissances, la facilité de son travail et de son élocution le distinguaient... Malheureusement, le peu de sérieux de sa vie, ses goûts dispendieux et le besoin d'argent qui l'assaillait toujours, malgré les continuelles libéralités de l'Empereur, l'ont empêché d'arriver au Ministère de l'Intérieur, auquel il aurait été sans cela indubitablement appelé ». (Cité par A. DE BOISANDRÉ: *Napoléon antisémite.*)



l'argent, il y a des Juifs. Il est bon qu'on le sache. Il est nécessaire aussi que l'on connaisse comment fut amené le décret de 1791.

Depuis leur bannissement, les Juifs n'avaient cessé d'intriguer pour obtenir l'autorisation de rentrer légalement en France. En règle générale, ils se heurtèrent à un refus formel. Tout au plus, quelques mesures spéciales abandonnèrent à certains Israélites ce droit de séjour tant convoité. Quelques mois avant la convocation des Etats généraux, une campagne fut soigneusement organisée dans le pays en faveur de l'émancipation des Juifs. Soutenue par les loges, justifiée par le libéralisme naissant, elle n'aurait pu accoucher de ce monstre si l'or d'Israël n'avait corrompu les consciences.

Dès la réunion de l'Assemblée constituante, la question est mise en discussion. Les opposants sont encore nombreux et l'abbé Maury résume en termes pondérés et sages l'opinion générale : « Le mot Juif n'est pas le nom d'une secte, mais d'une

nation qui a des lois, qui les a toujours suivies et qui veut encore les suivre. Appeler les Juifs des citoyens, ce serait comme si l'on disait que, sans cesser d'être Anglais ou Danois, les Anglais ou les Danois peuvent devenir citoyens français. Les Juifs ont traversé dix-sept siècles sans se mêler aux autres peuples ».

Que pouvait un abbé Maury en regard de la puissance de l'or juif ? On le vit bientôt. Le 28 janvier 1790, un décret parut aux termes duquel « tous les Juifs connus en France sous le nom de Juifs portugais, espagnols ou avignonnais (Juifs du Pape) jouiraient des droits des citoyens actifs ».

Le 20 juillet 1790, l'Assemblée abolit les impôts spéciaux qui frappaient les Juifs résidant à Metz et en Alsace.

Un an plus tard, à force d'intrigues, de concussions et de chantage, Israël prenait légalement place dans la nation française. « Si nous venons à vous perdre, disait un Nancéen à Mgr de La Fare, nous verrons un Juif devenir notre évêque, tant ils sont



habiles à s'emparer de tout ». L'avenir devait, hélas, confirmer l'esprit de ce propos.

### III. — Les Juifs et le Premier Empire.

Peut-on affirmer que Bonaparte était antisémite ? Nous ne le croyons pas. Bonaparte était un psychologue trop averti, un général trop ambitieux, un politique trop adroit pour commettre, au début de sa carrière, ce qu'il aurait pu considérer comme une faute.

Bonaparte pouvait avoir besoin des Juifs. Encore qu'il n'ait jamais sollicité leur appui, il lui était nécessaire de ne pas s'aliéner une partie de l'opinion au moment où la Convention commençait à regretter le choix de « cette épée » que Siéyès avait cherchée et appelée de tous ses vœux.

D'ailleurs, la Révolution avait fait des Juifs des citoyens français. Bonaparte, fils de la Révolution, se devait de rester fidèle à ces principes. Plus tard, on verrait.

Bonaparte n'était pas antisémite, mais il

le devint. Non que les Juifs aient changé leurs méthodes, mais parce que, continuant à les appliquer, d'indifférent qu'il était, l'Empereur leur devint hostile. Tout est là. On veut les considérer comme les autres hommes et on s'aperçoit qu'ils sont différents. On veut les assimiler et on constate qu'ils sont inassimilables. On veut les comprendre et les aider et on est amené à les combattre. C'est l'histoire de Napoléon.

La prodigieuse carrière de l'Empereur tire surtout son éclat de ses chevauchées, de ses campagnes fulgurantes et de ses victoires. Et c'est justice. Mais au plus fort des batailles, Napoléon songe à la France ; il songe à l'administration du pays, à son organisation, à son économie. Rien ne lui est plus odieux que le gaspillage. Personne n'est plus pointilleux, plus méticuleux que lui. Quelqu'un s'avise-t-il de dilapider les deniers de l'Etat ou de ruiner l'épargne, que l'Empereur l'apprenne et le châtiment ne se fait pas attendre.

Ruiner l'épargne ? Qui en parle ? La France entière, grugée, saignée à blanc par



les usuriers. D'Alsace, particulièrement, les protestations mêlées de désespoir et de colère affluent sur la table de l'Empereur. C'était au retour d'Austerlitz, dans l'euphorie d'une victoire éclatante. Tout souriait à ce jeune dieu : la fortune, les armes, la gloire et l'amour. Un homme heureux est toujours enclin à l'indulgence. Pour qu'il se départisse de cette mansuétude, il faut que les excès soient un danger pour lui. C'était un danger pour la France. S'arrêtant à Strasbourg, « Napoléon compulse tous les dossiers. Il se rend compte que ces usuriers, que ces ruineurs de pauvre monde sont toujours et toujours des Juifs... L'Empereur se souvient alors d'avoir vu des nuées de « youddis » rapaces, crasseux, chassieux, horribles, rôder le soir sur les champs de bataille. Courroucé, il se promet de faire rentrer ces bandits dans l'ordre et de délivrer ses peuples de cette lèpre, et il rentre à Paris bien résolu à mettre les Juifs au pas » (1).

---

(1) A. DE BOISANDRÉ. — *Napoléon antisémite*.

Les emportements de Napoléon étaient violents et ses décisions inflexibles, mais il était rare qu'il rendit un arrêt sous l'empire de la colère. L'orage passé, il prenait la peine de réfléchir. Rentré à Paris, il se fit renseigner sur les agissements des Juifs et sur leur esprit. Puis, considérant que ces gens avaient acquis le titre de citoyens français, il estima qu'ils n'avaient aucune raison de se dérober aux devoirs qu'un tel honneur comporte. Ils avaient voulu être Français. Il leur appartenait de s'en montrer dignes.

Après tout, pourquoi les considérer autrement que des catholiques ou des protestants ? Libéralisme, manœuvre politique ou plaisir d'une joute aux aspects nouveaux et imprévus, il y a un peu tout cela dans la décision de Napoléon d'assimiler les Juifs à la nation française. « Il faut assembler les Etats généraux des Juifs, dira-t-il au Conseil d'Etat ; je veux qu'il y ait une synagogue générale des Juifs à Paris ».

Entre temps, un décret impérial du



30 mai 1805 suspend, pour une année, l'effet des poursuites exercées au titre des créances juives.

Une assemblée des notables juifs (laïcs) et le Grand Sanhédrin se réunissent à Paris. L'Empereur fait savoir à ces deux assemblées ce qu'il attend d'elles et des Juifs. « Notre but est de concilier la croyance des Juifs avec les devoirs des Français, et de les rendre citoyens utiles, étant résolu de porter remède au mal auquel beaucoup d'entre eux se livrent au détriment de nos sujets » (1).

Le maître des requêtes Molé présidera les débats en qualité de commissaire impérial. A tout instant, il rappellera aux sanhédrites le grand souci de l'Empereur : protéger son peuple. Il invitera le Sanhédrin à se prononcer pour ou contre ce programme, pour ou contre la France.

Les Juifs promirent tout. Et plus. On leur demandait d'être disciplinés, ils furent serviles. Verbalement. Témoin le discours

---

(1) Correspondance de Napoléon.

de clôture prononcé par l'un des sanhédrites : « Docteurs de la Loi et Notables, vous venez de terminer l'importante mission qui vous a été confiée par un Prince dont les bienfaits changent la destinée des restes d'Israël... Vous n'avez pas eu une pensée, vous n'avez pas éprouvé un sentiment qui n'ait eu pour unique but l'amélioration civile et morale des enfants d'Israël et l'ardent désir de seconder les desseins magnanimes de Sa Majesté en leur faveur » (1). Les Juifs avaient promis de ne plus pratiquer l'usure, de se comporter en bons et loyaux serviteurs de la France, d'accepter tous les devoirs imposés à chaque citoyen; en bref, d'être semblables à leurs frères chrétiens.

Nous devons croire, nous sommes contraints de croire que ce n'était là que promesse verbale, rétractée par une duplicité mentale. Pourquoi, s'ils avaient été honnêtes, si leur dévouement « à ce Prince bienfaisant » et à leur patrie d'élection

---

(1) Collection des procès-verbaux et décisions du Sanhédrin. Cf. A. DE BOISANDRÉ : *Napoléon antisémite*.



avait été sans calcul, si leur promesse de ne plus opprimer le pauvre monde par le poids de leurs rapines avait été fervente et sincère comme le donnaient à croire leurs manifestations de repentir et d'attachement, pourquoi le Sanhédrin, dans un souci de tous les instants, se serait-il employé à obtenir de l'Empereur l'abrogation du décret du 30 mai ? Ils s'engageaient à ne plus ruiner leurs débiteurs par des prêts usuraires et ils demandaient que fussent entérinés légalement les vols auxquels ils s'étaient livrés dans les mois précédents ! L'Empereur refusa. Les assemblées s'inclinèrent, respectueusement, obséquieusement ; mais, ce jour-là, fut décidée la destruction de l'Empire.

Napoléon le comprit-il ou, confiant dans sa force, négligea-t-il cette menace ? Il ne réagit que tard, trop tard. Deux années passèrent et l'Empereur constata que son espoir d'amender Israël était vain.

A la mauvaise volonté, à l'usure et à la perfidie, Napoléon riposta par une série

de mesures dont la principale est, à coup sûr, le décret du 17 mars 1808 :

« Les prêts consentis par les Juifs à des mineurs, à des femmes mariées et à des militaires agissant de leur propre chef, seront nuls de plein droit.

« Les prêts consentis par les Juifs à des domestiques ou personnes à gages, ou sur des instruments de travail seront déclarés nuls.

« Les créances au profit des Juifs, dont l'intérêt réuni au capital excède dix pour cent, seront déclarées usuraires et comme telles annulées.

« Nul Juif ne pourra se livrer à aucun commerce sans avoir reçu une patente du préfet du département.

« Aucun Juif ne pourra pénétrer et élire domicile en Alsace.

« Les Juifs seront astreints au service militaire et ne pourront, en aucun cas, se faire remplacer. »

Il y eut, ce jour-là, des pleurs et des grincements de dents dans le ghetto. Puis le sourire revint : la lutte s'organisait,



entretenu par une haine farouche. Tous les moyens leur furent bons pour se dérober à la conscription et pour tourner la loi sur les nantissements. Détrouseurs de l'épargne, détrouseurs de blessés et de cadavres sur les champs de bataille, ils étaient, selon l'expression de Napoléon, « des chenilles et des sauterelles qui ravagent la France ». Il faut lire les récits de Ségur et de Marbot sur la retraite de Russie pour mesurer la fourberie criminelle des Juifs.

L'Empereur s'était promis d'amender les Juifs et de les assimiler. Il fut vaincu par le mensonge. Il fut vaincu par lui-même et par le temps, car il devina trop tard les replis intimes de l'âme juive. Portalis, commissaire impérial, siégeant au côté de Molé, l'expliqua dans son rapport. Portalis était pourtant favorable au Sanhédrin qui, souvent, faisait appel à sa clémence contre les rigueurs du président. C'est en ces termes définitifs qu'il jugea la situation, en nous donnant les raisons de l'échec impérial :

« L'erreur vient de ce qu'on n'a voulu voir qu'une question de tolérance religieuse... La religion n'est ordinairement relative qu'aux choses qui intéressent la conscience; chez les Juifs, la religion embrasse tout ce qui fonde et régit la société. De là, les Juifs forment partout une nation dans la nation; ils ne sont ni Français, ni Allemands, ni Anglais, ni Prussiens : ils sont Juifs. Ce peuple avait, autrefois, son territoire et son gouvernement, il a été dispersé sans être dissous; depuis, il erre sur tout le globe pour y chercher une retraite et non une patrie; il existe chez toutes les nations, sans se confondre avec elles, il ne croit vivre que sur une terre étrangère. »

Quel lecteur, en parcourant ces lignes, les imaginerait vieilles de cent cinquante ans ? Elles sont plus vraies, plus actuelles que jamais. C'est que le Juif n'a pas changé. Le Juif est inassimilable.



#### IV. — La revanche d'Israël.

Autant que les Juifs furent en France solidement maintenus dans la position de sujets, les dangers que leurs intrigues pouvaient nouer restèrent aisément conjurables. S'ils se rendaient insupportables, s'ils ruinaient l'épargne et trahissaient la confiance et les lois de l'hospitalité, le remède était unique et bien facile. Après tout, ce n'était que des étrangers que leur conduite déloyale rendait indésirables et qui, de ce fait, étaient promptement expulsés.

Tout différent était le problème quand, de sujets, les Juifs devinrent citoyens français. Les décrets de la Constituante leur accordaient les mêmes droits qu'aux Français de France, de cœur et de traditions. Pour un trait de plume l'élevant à cet honneur, Israël ne s'en est pas trouvé changé. Au contraire, les Juifs avaient acquis ce qu'ils n'osaient pas même espérer. Ils étaient devenus en droit les égaux de leurs débiteurs, ils allaient

en fait les dominer et les contraindre par l'utilisation de tout l'arsenal juridique. Ceci, dans le domaine des affaires, des « bedites affaires ». Mais que dire dans le domaine sentimental... La haine et la hargne sordides accumulées contre la France depuis des siècles devaient dès lors inspirer tous leurs actes, stimuler leur venimeuse rancune, attiser leurs passions et teinter leurs pensées et leurs actions de la plus basse et la plus méprisable vengeance.

L'histoire en serait longue, interminable. Ce n'est pas notre dessein de dresser un réquisitoire contre le peuple juif, et l'acte d'accusation que nous pourrions introduire serait pâle et maladroit en comparaison des gestes d'Israël. Nous ne saurions que tracer d'une encre honnête, un récit que les Juifs ont écrit avec le sang des autres et souvent dans la fange. Négligeons le détail et l'accident, limitons-nous à l'essentiel, aux crimes contre notre patrie, car le devoir commande de les dénoncer et d'en tirer des leçons salutaires.



..

Si l'on considère la politique intérieure de la France depuis la Révolution de 1789, on demeure interdit devant l'indescriptible chaos et l'anarchie des procédés. Il semble, à en juger par les résultats obtenus, qu'un esprit maléfique ait conduit la France à sa perte avec une science consommée.

Quatre guerres atroces, suivies ou accompagnées d'invasion, trois révolutions sanglantes, sept régimes politiques. Et nous négligeons la bonne centaine de ministères de la Troisième République. D'où vient donc que ce pays, « sans lequel le monde ne serait rien » (1), généreux et ardent, héroïque et puissant, ait subitement renoncé à ses traditions, à sa grandeur et, d'un seul coup, concentré toutes ses forces pour sa propre destruction ? Le suicide n'est pas dans le goût des hommes et moins encore dans celui des peuples. Ce ne peut être davantage le geste d'une nation jusqu'alors équilibrée et saine. Il a

(1) D'ANNUNZIO.

fallu une intervention extérieure, étrangère. Il a fallu irriter les esprits jusqu'à la déraison, créer sans relâche des passions plus violentes pour affoler à ce point une nation et la pousser à sa perte.

Une question s'impose : « Cui prodest ? » A qui pouvait profiter ce désordre ? Aux nations étrangères ? Peut-être. Aux Juifs enivrés de haine et obsédés de domination ? Sûrement. On nous objectera que cette affirmation est téméraire et qu'il nous faut prouver qu'à l'origine de nos maux nous devons trouver Israël... Nous le trouverons. Car il y est. En nom ou caché, à la tête du Gouvernement ou dans les coulisses, c'est la voix derrière le trône dont parlait Walter Guinness, qui dirige, ordonne et commande par le truchement de la franc-maçonnerie. On ne peut comprendre l'histoire des cent cinquante dernières années si l'on néglige la collusion judéo-maçonnerie.

Longtemps on a hésité à déterminer l'influence dominante qui s'exerça dans la franc-maçonnerie.



D'aucuns l'attribuaient à l'Allemagne, d'autres y voyaient une direction anglaise. L'accord se fit sur preuves et l'on peut affirmer aujourd'hui que, depuis la Révolution, la F. . M. . est un instrument entre les mains des Juifs.

« L'esprit de la Maçonnerie, c'est l'esprit du judaïsme dans ses croyances les plus fondamentales, c'est presque son organisation... L'espérance qui soutient et fortifie la F. . M. . est celle qui éclaire et affermit Israël en sa voie douloureuse, en lui montrant dans l'avenir le triomphe certain. » (1)

Au moyen âge et sous l'ancien régime, les Juifs se heurtaient à la puissance de la religion catholique. « Au moyen âge, le judaïsme ne songea point à se faire admettre dans la société telle qu'elle existait alors, car il se sentira toujours à l'opposé de la conception que l'Eglise se fait du monde... Le judaïsme est uniquement orienté vers l'avenir de la terre...

(1) *Vérité israélite*, 1861, t. V, p. 74, cité par L. DE PONCINS dans « La Franc-Maçonnerie ».

C'est pourquoi le judaïsme se sent si bien en harmonie avec l'esprit de notre époque. » (1)

Mais l'esprit de notre époque est tel que les Juifs l'ont fait. Pourquoi, pendant dix-sept siècles, ont-ils piétiné ? C'est que, surveillés dans leur ghetto, ils ne pouvaient conspirer sans craindre de sévères représailles. La Révolution en a fait des citoyens libres. Ils employèrent cette liberté à détruire les nôtres et à pervertir les esprits. On conçoit que, dans la débauche et la corruption des consciences, ils se retrouvent et se complaisent.

La F. . M. . les a aidés puissamment. La collusion est constante depuis l'émancipation de 1789. Elle apparaît même dans le symbolisme maçonnique qui est en grande partie d'origine juive.

« Le blason maçonnique de la Grande Loge d'Angleterre, dit M. Lucien Wolf, est entièrement composé de symboles juifs. C'est un essai pour nous exposer héraldi-

(1) Ed. FLEG, *Anthologie juive*, cité par L. DE PONCINS dans « La Franc-Maçonnerie ».



quement les différentes formes de chérubin qui nous sont dépeintes dans la seconde vision d'Ezekiel : un bœuf, un homme, un lion, un aigle, et il appartient ainsi au plus haut et au plus mystique domaine du symbolisme hébreu. » (1)

#### V. — Les Juifs toujours.

1830

1848

1870

1904

1914

1934

1939

Autant de crimes contre la patrie.  
Autant de jalons sanglants dans notre  
histoire. Sanglants du sang des Français  
tombés par la volonté d'Israël et des  
« maçons ».

1830 est un tournant décisif pour la

---

(1) N.-H. WEBSTER, cité par L. DE PONCINS :  
« La F..M.. ».

F..M.. C'est le commencement de la lutte  
active contre l'ordre social.

L'émancipation des Juifs, décrétée en  
France par la Constituante, s'étend à l'Eu-  
rope : l'Autriche, l'Allemagne, la Grèce,  
la Suède et le Danemark sont simultanément  
traversés de courants violents semant  
la discorde et la haine. En France, on imposait  
encore aux Juifs le serment « more  
Judaïco ». « Cette dernière trace d'inégalité  
disparut quelques années plus tard, en  
1846, lorsqu'un rabbin d'Alsace et le Juif  
F..M.. Adolphe Crémieux, réussirent à  
la faire abolir. » (1)

Le 6 mars 1848, le Gouvernement provisoire  
ne craindra pas de recevoir officiellement  
une députation maçonnique. « Ils saluèrent  
le triomphe de leurs principes et s'applaudirent  
de pouvoir dire que la Patrie tout entière  
a reçu par les membres du Gouvernement,  
la consécration maçonnique. Quarante mille  
maçons répartis dans plus de cinq cents  
ateliers, ne formant entre eux qu'un même  
cœur et un même

---

(1) Gabriel ARIE : *Histoire juive*.



esprit, promettaient leur concours pour achever l'œuvre commencée ». (« Le Moniteur », 7 mars 1848.)

L'Assemblée nationale réprouvant ces principes, le Gouvernement fit appel à Louis-Napoléon, l'homme lige du carbonarisme.

Sous le Second Empire, la maçonnerie évoluant vers le rationalisme et la démocratie, le Gouvernement orientera docilement sa politique dans un sens libéral et nettement anticlérical, en sorte que « la franc-maçonnerie représente, comme à la veille de la Révolution, une grande force morale et intellectuelle d'émancipation de la pensée libre. » (1)

C'est le temps où le Juif-Maçon Adolphe Crémieux fonda la trop fameuse « Alliance israélite universelle » avec le Rabbin Aristide Astruc, le publiciste Isidore Cahen, l'ingénieur Jules Carvallo et l'avocat Narcisse Leven. Le manifeste que lança Isaac-Adolphe Crémieux est un véritable défi

(1) G. MARTIN : Histoire de la F. M., cité par L. DE PONCINS dans « la F. M. ».

à la France. C'est le cri de guerre d'une horde triomphante où éclatent le mépris de tout ce qui n'est pas juif, la haine de tout ce qui est chrétien. C'est le cri du ghetto en délire : « Elie !... Elie !... ».

« Dispersés parmi les autres nations, qui depuis un temps immémorial furent hostiles à nos droits et à nos intérêts, nous désirons premièrement être et rester immuablement Juifs.

« Notre nationalité c'est la religion de nos frères et nous ne nous reconnaissons **aucune autre nationalité.**

« Nous habitons des pays étrangers, et ne saurions nous inquiéter des ambitions changeantes de pays qui nous sont entièrement étrangers, pendant que nos problèmes moraux et matériels sont en danger. L'enseignement juif doit s'étendre à toute la terre...

« Si vous vous rendez compte que la foi de vos frères est votre unique patriotisme ;

« Si vous reconnaissez qu'en dépit des nationalités que vous avez adoptées, vous



restez et ne formez toujours et partout qu'une seule et unique nation ;

« Si vous croyez que le judaïsme est la seule et unique vérité religieuse et politique ;

« Si vous êtes convaincus de cela, Israélites de l'univers, alors venez, entendez notre appel et envoyez-nous votre adhésion. Notre cause est grande et sainte et son succès est assuré...

« Mettons à profit toutes les occasions.

« Notre puissance est immense, apprenons à adapter cette puissance à notre cause. Qu'avez-vous à craindre ? Le jour n'est pas éloigné où toutes les richesses, tous les trésors de la terre deviendront la propriété des enfants d'Israël. »

L'homme qui lançait ce manifeste anti-français, devait dix ans plus tard, profitant du désastre de nos armées, se joindre au groupe judéo-maçon qui proclama la Troisième République et s'adjuger le Ministère de la Justice.

Qu'importait dès lors à cet étranger que l'on versât le sang français, que le sort des

armes nous fût défavorable, que l'adversaire envahît notre sol, que la révolution, fille de la famine et de la détresse, ravageât Paris. Il n'était pas de ce pays. Au milieu du désastre, ce n'est pas aux blessés, aux veuves et à toutes les victimes de la guerre que vont ses soins. Ils lui sont étrangers. Son cœur de Juif n'a de tendresse et de sollicitude que pour les Juifs algériens, ses compatriotes, ses frères en Israël.

Le 24 octobre 1870, à Tours, sur la proposition d'Isaac-Adolphe Crémieux, 33<sup>e</sup> degré, membre du Conseil suprême de Suisse, Ministre de la Justice de la Troisième République, le Gouvernement de la Défense nationale décrète l'émancipation des Israélites indigènes des départements de l'Algérie et les déclare citoyens français.

Des émeutes violentes éclatèrent en Algérie, opposant les Musulmans, sujets de deuxième zone, et les Juifs devenus citoyens français. Des interventions nombreuses alertèrent Gambetta, puis Thiers.

Rien n'y fit. La franc-maçonnerie et les Juifs défendent leurs œuvres.



Que devint Crémieux ?

Nommé sénateur inamovible par l'Assemblée nationale le 13 septembre 1875, il mourut cinq ans après. Et le Parlement lui vota des obsèques nationales... Un grand Français !

..

Un autre crime contre la France ? Du sang français versé, des morts, des assassinats, des suicides ? 1895. L'Affaire. Les responsables : les Juifs aidés par la F. . M. .

L'affaire Dreyfus était assez grave, mais ne dépassait pas en félonie les trahisons que l'histoire a pu enregistrer. Le coupable, découvert, était alors traduit devant un Conseil de guerre, jugé, condamné et souvent passé par les armes. Ainsi en va-t-il quand il s'agit d'un Français indigne.

Ici, l'affaire revêt un aspect différent. Ce n'est plus un Français qui a trahi, c'est un Juif qui a servi. Souvenons-nous du discours du Rabbin Reichhorn : « Si l'un

des nôtres tombe dans les griffes de la justice, courons à son aide, trouvons autant de témoignages qu'il en faut pour le sauver de ses juges... ».

Tout le drame est là : dans ce complot contre la vérité, dans ce déploiement de forces insoupçonnées au service de l'anti-France, dans la révélation brutale de l'étendue de l'influence judéo-maçonnique. L'affaire Dreyfus aura été le purulent abcès d'un mal qu'on voulait ignorer. Et d'un seul coup, crevant sous le bistouri du Conseil de guerre, il empoisonna le corps entier de la France. La gravité des ravages causés aux consciences françaises par le libéralisme, les mœurs parlementaires, l'abandon des pratiques religieuses, le culte de l'individu, toutes parties d'un programme élaboré par les Loges et les Juifs, apparut dans la furie qui s'empara des esprits. On le vit bien quand les thèses s'affrontèrent. Coupable ou pas coupable ? Qu'importaient Dreyfus et son crime ! Le délit ou le crime militaire était dépassé. C'était la lutte de la France contre l'anti-



France, des Juifs et des « maçons » contre les catholiques et les patriotes.

Pour Dreyfus et tout ce qu'il représentait, des Français amis de toujours se fâcheront à mort, d'autres se battront. Le sang français coulera, des officiers seront « suicidés », beaucoup succomberont de chagrin ou de désespoir. Et ceux qui furent limogés impitoyablement !

« Si l'armée est livrée aux partis politiques, la responsabilité tout entière en remonte à Dreyfus. Si le corps de nos officiers est décimé par la plus honteuse des délations, Dreyfus, Dreyfus, Dreyfus en reste la cause vivante...

« Une dame Dreyfus, celle de Pontchartrain, l'a publiquement confessé : l'affaire Dreyfus est à l'origine de la persécution religieuse. Si l'on chasse les Sœurs, si l'on chasse les Frères, si l'Etat resserre le collier centralisateur, s'il dépossède la bienfaisance privée comme l'enseignement privé et s'il s'empare de la bourse des communes... Dreyfus, Dreyfus.

« ...Car c'est ce misérable traître qui

nous a procuré cinq ans de guerre civile. Notre inertie à Fachoda s'appelle Dreyfus, Dreyfus notre impuissance au cours de la guerre du Transvaal. Nous ne pouvions intervenir pour les Boers, ni nous maintenir sur le Nil pendant que se faisait le déchirement dreyfusien. Tournée contre elle-même, la France laissait faire et devait laisser faire à ses concurrents... » (1).

Rappelons ici, pour ceux qui l'ignoraient ou l'auraient oublié, les principales journées de cette tragédie.

Le 22 décembre 1894, Alfred Dreyfus, capitaine d'artillerie, est condamné par le Conseil de guerre de Paris pour avoir livré à l'Allemagne des documents intéressant la défense nationale. Dreyfus est envoyé à l'île du Diable. Aussitôt, une violente campagne, payée par l'or juif, est entreprise pour obtenir la revision du procès.

Le 4 novembre 1898, évacuation de Fachoda sur l'ultimatum de l'Angleterre.

En 1899, la Cour de cassation, saisie de l'affaire, casse le premier jugement

(1) Charles MAURRAS. — *Le Soleil*, du 23 avril 1903.



et renvoie Dreyfus devant le Conseil de guerre de Rennes qui prononce une deuxième condamnation.

Le 9 septembre 1899, Loubet gracie Dreyfus, sur l'intervention de Millerand (Millerand était d'origine juive) et une nouvelle demande de revision est introduite.

Le 29 mai 1900, le général André est nommé ministre de la Guerre, et use de toute l'autorité de sa fonction pour faire réhabiliter Dreyfus. Il use aussi de cette autorité pour bouleverser les règles de l'avancement des cadres de l'armée, en tenant compte des « fiches » établies par les loges maçonniques.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1901, loi sur les congrégations religieuses.

Le 9 décembre 1905, loi de séparation entre l'Eglise et l'Etat.

En mars 1906, l'Administration des Domaines procède aux inventaires des édifices religieux. Des bagarres éclatent. Des officiers brisent leur épée. Un jeune homme est tué à Boesche, dans le Nord.

Le 11 juillet 1906, la Cour de cassation casse le jugement du Conseil de guerre de Rennes.

Le 13 juillet 1906, réintégration de Dreyfus dans l'armée.

Les 2 juin et 30 juillet 1908, l'indifférence du capitalisme judéo-maçonnique à l'égard des ouvriers détermine, à Vigneux et à Draveil, des grèves suivies de bagarres avec la police : quatre morts, quatre-vingt-dix-neuf blessés...

Encore du sang, du sang français. Et toujours des Juifs.

..

De la grande guerre, des centaines de milliers de Français victimes de son impréparation... nous ne dirons rien. Le drame nous a touchés trop profondément, notre deuil a été trop grand pour que nous acceptions qu'un même papier supportât le nom des héros et celui des coupables. Pour n'en pas parler avec violence et colère, nous ferons grâce à Israël de l'examen de ce dossier.



..

A quoi bon, d'ailleurs, poursuivre cet examen ! La mémoire des Français est courte, dit-on, mais elle retient encore les noms d'une dame Hanau, des frères Lévy, de Nathan, de Stavisky et de ses acolytes Hayotte, Cohen et André Hesse. Tous Juifs, évidemment. Les Français se souviennent que, pour sauver le régime complice et protecteur de ces escrocs « souteneurs » de la République, le sang, une fois encore, a coulé.

Ont-ils oublié les assassinats de Marseille, le désarmement des patriotes rue Hermel, les crimes de la rue Damrémont ? Et le ministre de l'Intérieur, Abraham Schrameck, qui présidait à ces exploits ? Ont-ils oublié le « Je vous hais » de Léon Blum ? Les flaques de sang de Clichy ? La guerre de 1939 ?

Toujours du sang !

## VI. — Les Juifs partout.

Nous n'apprendrons rien aux Français en leur déclarant que la finance internationale était et demeure en partie aux mains des Juifs. L'évidence est aveuglante et la preuve, si besoin en était, a été administrée à nos compatriotes en maintes circonstances, souvent, hélas, préjudiciables à leurs intérêts.

Ce qu'il est intéressant de comprendre, c'est pourquoi l'on rencontre tant de Juifs dans les banques, dans les cabinets d'affaires, dans les coulisses de la Bourse et des agents de change. Qu'on ne croie surtout pas que c'est en raison de leurs qualités exceptionnelles... Cette plaisanterie a un goût amer quand on considère les faillites et les innombrables escroqueries des Juifs.

Ils sont dans la finance parce qu'ils veulent posséder tout l'or du monde, parce que plus que toute autre activité, celle-là peut réserver des bénéfices considérables, sans efforts, sans risques, puisqu'ils spécu-



lent avec l'argent des autres. Si la fortune leur est contraire, ils feront faillite, changeront de nom et recommenceront ailleurs. Ils n'ont rien à perdre et tout à gagner. Mais ils peuvent gagner très gros. Il ne s'agit pas toujours d'amasser les lingots ou d'entasser les billets. Ce n'est là que manie assez rare. Ce qui les intéresse, c'est, avec l'or dont ils disposent, d'acheter les consciences et d'enchaîner le monde et la politique à leur galère. Banquiers considérables, ils financeront l'industrie et le grand commerce, en posséderont les actions, établiront les cours. Faisant la pluie et le beau temps sur le marché, ils pourront spéculer à leur aise. Ayant introduit ces pratiques dépourvues de toute honnêteté, ils ont corrompu les esprits et les ont amenés à cette conviction que l'argent seul donne l'estime et le pouvoir. Si l'on s'indigne, si la presse dénonce leurs machinations, l'ultimatum est immédiat : ou le silence — et celui-là est en or — ou le boycottage. Rares sont, malheureusement, les journalistes qui ont préféré le

combat. Plus rares encore les politiciens.

Tout ceci a la force d'un axiome. N'enfonçons pas de portes ouvertes. Écoutons plutôt Jérôme et Jean Tharaud nous raconter, avec le talent que l'on sait, l'aventure arrivée à l'un d'eux, envoyé en Allemagne pour y observer les développements de la campagne antijuive. L'auteur a fait parvenir chaque jour à son journal, sous forme de reportage, ce qu'il a vu et entendu. Son enquête terminée, il rentre à Paris :

« En arrivant chez moi, j'éprouvai une déception... Dans le courrier qui m'attendait, je trouvai maintes lettres de Juifs, fort peu aimables pour la plupart. Il y en avait même de violentes. « A votre retour, » me déclarait un sympathique anonyme, « on vous fera votre affaire ». Être insulté était dans l'ordre... Je mis les injures au panier et je gardai les lettres qui me semblaient avoir quelque bon sens, pour y réfléchir à loisir. Après quoi, j'ouvris les journaux. Et c'est alors, alors seulement, que je fus désagréablement surpris.



« J'y pensais trouver les articles que j'avais envoyés à peu près tous les jours... Mais seuls les trois premiers avaient paru dans le journal...

« — Ah ! quelle histoire ! s'écria mon directeur et ami quand j'entrai dans son cabinet. Jamais on n'a vu cela ici ! un vrai raz-de-marée !... Salle Wagram, dans un meeting de protestation contre Hitler (il y en a maintenant tous les jours), des orateurs nous ont pris à partie, vous et le journal, bien entendu ; on vous a injurié et traîné dans la boue comme d'ignobles professionnels et profiteurs de l'antisémitisme. Sur quoi, une bande en délire est venue brûler, sous nos fenêtres, les numéros du journal où avaient paru vos articles. Un autodafé, ce n'est pas mal !... Mais voici le plus grave ! les courtiers de publicité sont entrés dans la danse. Ils menaçaient de retirer leurs annonces. Et vous savez, les courtiers juifs, c'est au moins 60 p. 100 de la publicité d'un journal... Alors, vous comprenez, nous avons arrêté...

Et je ne vous ai pas prévenu pour ne pas troubler votre voyage. »

« Bien sûr, je comprenais...

« Il va de soi que je n'attache pas plus d'importance qu'il ne faut à cette petite histoire personnelle, mais elle a sa moralité. A l'avenir, quand un Juif me parlera de liberté d'opinion ou de liberté tout court, je saurai comment il faut l'entendre » (1).

Nous aussi.

### Dans l'architecture.

« Agent révolutionnaire, mais cependant conservateur vis-à-vis de lui-même », disait Bernard Lazare, en parlant du Juif. C'est dans l'architecture que nous trouverons peut-être l'application et la confirmation la plus rigoureuse de ce jugement.

Nettement antitraditionnel, harcelé par le souci de la nouveauté, le Juif renie délibérément le passé qui n'est pas celui de son

---

(1) J. THARAUD. — *Quand Israël n'est plus roi* (pages 250-254).



peuple, les idées qui ne sont pas les siennes. Comment pourrait-il en être autrement de ces hommes qu'aucun lieu n'a pu retenir et qui n'ont pu aimer ni le sol qui les reçoit, ni s'assimiler les traditions des pays où ils vivent ? Etrangers partout, nomades éternels, il manque à leur botte un peu de terre natale ; il leur manque aussi l'amour de cette terre. Quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle soit, elle leur apporterait le sens du permanent, du solide et de l'équilibre : cet équilibre où se confondent et s'harmonisent les traditions, l'expérience, le bon sens des générations et le goût, l'audace et l'imagination créatrice de l'homme moderne.

Tendus obstinément vers l'avenir, négligeant systématiquement les enseignements de l'histoire, ils n'ont que des idées tronquées, ne reposant sur aucune autre donnée que l'inspiration mutilée d'une imagination sans discipline. Qu'on nous pardonne cette image ; pour avoir refusé la connaissance et le contact des couches profondes du pays, ils construi-

sent sur un sol mouvant comme le caprice.

D'où leur goût marqué pour l'abstrait et le vague. Leur seul bien, leur seule patrie : c'est l'or. Qui fuit, se vole, s'emporte et demeure leur seul refuge.

Ces deux formes de l'esprit juif ont engendré l'architecte aux projets fumeux, en rupture perpétuelle avec la nature, mais dont le souci s'attache à l'unique réalité qui donne une raison d'être à l'Errant : l'or.

L'architecte juif construira des monstres, mais avant tout il fera de l'argent. On nous dira qu'il pourrait également s'enrichir à faire de belles œuvres. Non. D'abord, il faudrait qu'il crée. Or, peu de Juifs y parviennent. Ils utilisent, ils adaptent avec une parfaite souplesse, ils assimilent avec une rapidité inouïe, mais restituent au rabais pour que « ça se vende mieux ». Les Juifs sont, dans la vie, les gens qui vendent tout à « Uniprix ». C'est l'égalité dans la médiocrité, le nivellement par le bas. Pour vendre moins cher et



garder un même bénéfice, il faut tromper quelqu'un. Ce sera le client qui sera abusé sur la qualité. C'est ici qu'intervient le publiciste, maître souverain de ces revues d'avant-garde qui sévissaient il y a bien peu de temps. Ces tribunes ouvraient mille horizons à Israël. La tentation était forte d'utiliser cette presse professionnelle à des fins politiques; sous couvert d'objectivité, on glissait, sous l'œil d'un public sans méfiance, des panneaux sans valeur artistique, mais dont la valeur de propagande s'avérait profitable aux sages de la revue et à leur politique destructrice.

Le cycle était fermé. Les Juifs gagnaient de l'or et ruinaient les autres. C'est ainsi, si l'on veut un exemple, que le numéro 4-5 (année 1937), de « Cahiers d'Art », reproduit en hors-texte une affiche du peintre (?) communiste espagnol Miro, représentant un ouvrier le poing tendu, avec la légende : « Aidez l'Espagne ». D'autres traits, typiquement juifs, pourraient illustrer notre thèse. Celui-là émane d'un marchand de biens qui, à un lotisseur lui

proposant de faire étudier ses projets par de bons architectes, répondit : « Mon cher, ce qui m'intéresse, c'est de placer toutes mes actions; s'il y a des imbéciles qui veulent construire, c'est leur affaire. L'essentiel, c'est de vendre des lots ». Et cet autre propos d'un « architecte » (Netter), répliquant à un jeune imprudent qui lui conseillait de construire convenablement : « Vos observations sont très pertinentes, mais c'est question d'éducation du goût du public; et qui dit éducation dit aussi lenteur; or, il faut avant tout que notre affaire tourne ».

Toujours le même souci : gagner de l'argent.

Nous en finirons sur ce sujet par les conclusions qu'en tirait un de nos amis à qui nous faisons part de nos réflexions :

« Le résultat de l'action conjuguée de ces deux caractères : l'homme d'affaires sans scrupule, et le moderne intransigeant qui renie tout ce qui date de plus d'un mois, est de détruire les valeurs franches du caractère d'une nation. Ensuite,



de niveler ses traits originaux, résultat d'une hérédité et d'une sélection séculaires, résultat aussi d'un climat local, et de conditions naturelles de vie imposées par la situation géographique, sous une généralisation théorique et subjective hors de toute idée de groupe humain se situant traditionnellement en un point précis de la terre (1).

### Dans le cinéma.

Jusqu'en 1925, il ne semble pas, en France, qu'on ait bien compris l'influence du cinéma et le rôle qu'il pouvait jouer.

Ce n'est que devant les réalisations de l'étranger que l'on s'avisa du retard que nous avions. Il importait donc de combler cette lacune au plus vite.

On le fit au plus mal.

C'est à ce moment qu'arrivaient chez nous les Juifs d'affaires, chassés de l'étranger par les nationalismes totali-

---

(1) J.-Paul GRILLO, Grand Prix de Rome.

taires, ou y ayant terminé, pour certains, leur œuvre néfaste.

Considérant ces trésors inexploités, ils se ruèrent sur le cinéma français.

Dès lors, les sociétés vraies et factices poussèrent comme des champignons; chaque film, chaque production faisait l'objet d'une société particulière.

Mais quelles sociétés ! Pour des réalisations estimées de trois à quatre millions, il se créait une société au capital de 25.000 francs (et encore, ces fonds étaient-ils empruntés pour vingt-quatre heures au taux de 10 p. 100 par jour pour permettre la constitution légale devant notaire de la société anonyme). Les administrateurs se présentaient avec des pseudonymes, usage très répandu dans l'industrie cinématographique de l'époque, ou même sous de faux noms. Ils commençaient alors le tour des commanditaires-poires, choisis parmi les nouveaux riches de la guerre de 1914 ou les politiciens en vue. Ils réunissaient ainsi environ le quart ou le tiers des capitaux nécessaires. Sur le nom d'une



vedette ou avec un scénario impressionnant, ils empruntaient encore un quart du capital aux sociétés dites de distribution et, ceci fait, on commençait à tourner quelques scènes. A mi-chemin, plus un sou. Alors, de deux choses l'une : ou bien, pour ne pas tout perdre, les bailleurs de fonds s'efforçaient de parfaire la différence pour terminer le film ; ou bien, ils ne le pouvaient pas et la société anonyme faisait faillite.

Nos administrateurs juifs disparaissaient sans laisser d'adresse et devenaient introuvables. A l'actif de la Société, il restait deux meubles de bureau et quatre chaises, tout le reste avait été loué. Le personnel et les artistes n'étaient pas payés ou très partiellement. Perte sèche ? un à trois millions, suivant le cas. Un mois après, souvent dans la même rue (car il y a un quartier cinémas à Paris), les mêmes coquins, sous d'autres pseudonymes, montaient une autre affaire de production suivant les mêmes principes.

Combien de films ont vu le jour jusqu'au bout ? 30 p. 100 à peine.

Ceci explique que l'industrie cinématographique ait été reléguée, en France, dans les bas-fonds de la finance internationale. L'usage s'était établi, depuis la vedette jusqu'au groom, de se faire payer chaque matin au prorata des appointements promis. Il est permis de juger les facilités d'une gestion industrielle dans de telles conditions !

Les statistiques démontrent que près de trois cents millions de francs ont été ainsi escroqués par les sociétés juives dans les dix années qui ont précédé la guerre de 1939. Dans cette somme ne sont pas comprises les escroqueries d'envergure comme celle de Pathé-Nathan (300 millions) et celle d'Osso (70 millions).

Enfin, il arrivait parfois que des réalisations importantes voyaient le jour ; c'est que l'Etat (surtout depuis 1936) les avait subventionnées sans compter. On pouvait être en droit d'attendre des spectacles de choix... Il n'en fut rien. Ce que les Juifs



portaient à l'écran c'était un art, mais celui d'une doctrine révolutionnaire, malsaine et contraire à l'intérêt national et aux pures traditions françaises. De la « Marseillaise » à l'« Enfer des Anges » ou à « Quai des Brumes », nous glissions lentement à l'apologie discrète des passions, pour atteindre bientôt — il le fallait craindre — à l'exaltation du vice et de la débauche.

Nous pourrions multiplier les exemples... Partout et toujours, ils feraient apparaître ces mêmes Juifs, furieusement acharnés à corrompre ce qui est sain et à détruire ce qui existe.

Limitons notre choix. Il établit amplement l'intervention d'Israël. Après avoir profané nos horizons et nos sites de constructions lépreuses, les Juifs ont entrepris de souiller le visage de la France. Par des publications obscènes et des films immoraux, par l'exploitation des passions et des instincts les plus dégradants, ils ont voulu

faire de la France et de Paris la maison galante du monde. Nous avons vu, hélas, des étrangers, à peine arrivés, se précipiter à Montmartre. Mais nous les avons vus revenir déçus de n'y rien trouver qui ne fût ailleurs et chez eux.

Plus récemment, nous avons vu les soldats et officiers de l'armée d'occupation surpris de rencontrer tant de dignité, de pudeur et de noble réserve chez les femmes de chez nous. Qui donc avait donné à penser au monde que nos femmes et nos sœurs pourraient « revenir de chez leurs amants avec autant de naturel qu'elles reviennent de prendre le thé chez une amie » ? Les Juifs. Un Juif. Et lequel ! Léon Blum, auteur d'un ouvrage dont l'audace répugnante révolte les esprits les plus aventureux. Tant de crapuleux raffinement et de débauche éhontée soulèvent le cœur de dégoût.

Voilà ce qu'il en coûte d'émanciper les Juifs. Un siècle a suffi à Israël pour envahir la société française et, du ghetto, parvenir au pouvoir suprême.



Le mécanisme de cet envahissement, plus que ses épisodes, est à retenir. Nous le résumerons à grands traits; l'analyse que nous en donnons est peut-être schématique et simplifiée à l'extrême, mais elle reste foncièrement conforme au tracé de l'histoire.

De prêteurs sur gages et d'usuriers d'arrière-boutique, les Juifs voulaient devenir les maîtres de la France. Dessein audacieux et difficile, mais possible pour qui-conque relègue l'honnêteté et la franchise au grenier des accessoires.

« Notre but, ont-ils dit, est de posséder la force »; ils l'atteindront par tous les moyens. Forts de la puissance de l'or, puissants de la vénalité des autres, respectés pour les mérites qu'ils usurent, la conquête du pouvoir deviendra un jeu pour eux.

Nous n'inventons pas. Chacune des opérations de ce plan s'est déroulée avec une méthodique et rigoureuse ordonnance, dont la trame apparaît de jour en jour plus serrée. Ils étaient sujets français,

les voilà citoyens. Rien n'a changé **en eux**, mais tout va se transformer **pour eux**. Le grand art des Juifs sera donc, dès le décret de la Constituante, d'orienter, pour leur plus grand profit, les conséquences de cette transformation. Un Juif pauvre est un pauvre Juif. La valeur, le mérite, les vertus auxquelles les chrétiens attachent tant de prix; le courage, l'honneur, la gloire même, tout cela, en langage juif, se traduit par un mot, un seul : l'or.

On comprend aisément leur opiniâtre obstination à le prendre partout où il est. Pour égaler et supplanter les chrétiens, il leur faut posséder le contrôle économique et financier du pays. La chose ne va pas sans difficulté : on les méprise, longtemps encore ils seront tenus à l'écart de la société. Mais cette société, pendant vingt ans de révolution et de guerres impériales, a perdu ses plus nobles représentants, et dilapidé ses ressources. Elle a besoin de se refaire.

Du temps que les bons Français se faisaient tuer sur les champs de bataille de



l'Europe, les Juifs s'enrichissaient. La paix revenue, ils offrent ces capitaux avec usure et, faute d'en trouver ailleurs, on se soumettra à leurs exigences. Petit à petit, leur importance s'accroît et leur pouvoir aussi. Ils n'osent pas encore en abuser; les temps sont trop proches où leurs exactions les menaient promptement aux frontières. Comme le diable se fait ermite, les Juifs se font discrets, arrangeants, et s'ils manœuvrent pour s'infiltrer dans les milieux gouvernementaux, c'est pour se protéger contre un retour toujours possible de la justice populaire. Un allié très sûr, la F.·M.·., les en défendra en leur constituant un noyau initial de complicités politiques.

A cet accaparement économique, succède une période de pénétration sociale. Les affranchis du ghetto étaient devenus banquiers. Leurs enfants se pousseront vers la médecine, le barreau, les lettres ou la magistrature, toute fonction permettant le contrôle de l'opinion et son orientation. Il manque cependant à ces Français de fraî-

che date l'estime et la confiance de leurs concitoyens. Il leur manque un long passé d'honneur et d'honnêteté. Qu'importe ! Ce qu'ils n'ont pas... ils l'achèteront ! Et la honte, la honte des chrétiens est d'avoir vendu leurs noms et leurs enfants à des Lévy ou à des Cohen qui, en échange de leurs millions, recevront beaucoup plus, puisqu'ils s'annexeront le passé de la France.

Honnête homme... le rêve du Juif !

Maîtres de la finance, tenant à merci le grand commerce et l'industrie, ayant acquis des complicités dans tous les milieux, alliés souvent à de très vieilles et authentiques familles françaises, les Juifs sont désormais en mesure de briguer le pouvoir.

La manœuvre se développe dès lors, machiavélique et inhumaine. Faisant feu de toutes pièces, les Juifs imposent au patronat et à la presse asservie une indifférence totale allant jusqu'à la passivité méprisante à l'égard des problèmes sociaux. Simultanément, les complicités jouent au sein du Gouvernement



pour arrêter toute plainte et toute protestation contre les marchés frauduleux, les faillites et les escroqueries d'Israël. Les injustices sociales s'accumulent, le coût de la vie s'élève, les salaires deviennent insuffisants, la misère apparaît. D'un côté l'intransigeance sordide des dirigeants, de l'autre les revendications légitimes du monde ouvrier. Et la révolte qui monte. C'est alors — le fait se reproduit dans tous les pays — qu'un groupement politique payé et dirigé par des Juifs intervient. Vitupérant les capitalistes, s'attendant hypocritement sur le sort des malheureux prolétaires, ils s'indignent, crient à l'injustice et s'époumonnent tantôt en vertueuses mercuriales, tantôt en appels à la révolution. Mais une révolution dont ils seront les chefs. Et de définir un programme de réformes et d'améliorations sociales où la lune fait bien piètre figure. Bernée, trahie, toujours victime, la foule, ne sachant plus à qui se vouer, applaudit. Le suffrage universel entérine alors, à une solide majorité, l'adhésion des masses à ce

programme. La comédie est finie. La tragédie commence.

C'est alors le règne juif. Nous l'avons eu en France dès 1936.

**Le Ministère Léon Blum** comprenait, en effet, les Juifs suivants : (1)

*Président du Conseil* : Léon Blum, ministre. — Jules Moch, secrétaire général. — André Blumel, directeur de cabinet. — Heilbronner, Brunebaum-Ballin, conseillers spéciaux. — Mireille Osmin, attachée. — Picard-Moch, secrétariat particulier.

*Ministère de l'Education nationale* : Jean Zay, ministre. — Marcel Abraham, directeur de cabinet. — Jean Cassou, J.-J. Morer, Paul Jamati, attachés.

*Ministère de l'Intérieur* : Cahen-Salvador, secrétaire général. — Bechoff et Saloniou, attachés.

*Ministère des Travaux publics* : Weill-Rabaud, attaché.  
*Ministère de l'Agriculture* : Lyon, chef de cabinet. — Robert Kiefe, chef adjoint.

*Ministère du Travail* : F. Dreyfus, directeur de cabinet.

*Ministère des P.T.T.* : H. Grimm, chef du secrétariat. — P. Didkowski, chef adjoint.

*Ministère de la Santé publique* : D<sup>r</sup> Hazemann.

*Sous-Secrétariat aux Affaires étrangères* : O. Wormser, attaché. — R. Hoffner, chargé de mission.

*Sous-Secrétariat à l'Education nationale* : Mme Brunswick, ministre. — Mmes S. Chaskin et A. Weil, attachées.

*Sous-Secrétariat aux Mines, Combustibles et Electricité* : Blum-Picard, directeur. — Moatti, attaché.

*Sous-Secrétariat aux Recherches scientifiques* : E. Welhof, chef du secrétariat.

*Sous-Secrétariat à la Marine marchande* : Gregh, chef de cabinet.

(1) *Franc-Jeu*, n° 9.



*Sous-Secrétariat à l'Education physique* : Jean Eudlitz, chef adjoint.

*Sous-Secrétariat aux Loisirs* : Mme Lagrange, née Weikler, attachée.

*Sous-Secrétariat à l'Agriculture* : R. Weil, attaché.

Le Juif n'est plus « le crasseux et chassieux » écumeur d'épaves que nous connaissions, c'est un tyran insolent dont la grotesque arrogance confondra le ridicule et l'odieux. Dans le délire du triomphe, n'a-t-il pas donné la mesure de son outrecuidance en prétendant, par une loi d'Etat, interdire aux Français de France de le juger, lui, le Juif étranger !

L'année 1936 marque douloureusement notre histoire.

C'est, pour un temps, le renoncement de la France à elle-même, à sa mission, à sa grandeur; c'est la peur de vivre, la crainte de l'effort, l'abdication honteuse et sans raison, le consentement au suicide; c'est la porte ouverte à l'émeute et à la révolution, mais contre la France et les Français.

Le calme des ouvriers nous évita la guerre civile, mais que les foules empor-

tées par les passions dépassent leurs meneurs, c'est alors la révolution incontrôlable et sanglante. C'est la révolution russe, c'est la révolution espagnole. En les évoquant, nous débordons un peu le cadre de cette histoire. Il est bon, toutefois, de le faire, afin que l'on sache si l'hostilité que nous témoignent les Juifs nous est particulière, ou si elle se répète en tous lieux et sous tous les régimes.



..

Boris Mirsky, professeur à l'Université de Pétrograd, a publié, il y a quelque vingt ans, une plaquette intitulée : « Les Juifs et la Révolution russe ». Juif lui-même, l'auteur nous instruit de ses sentiments dès la première page et, honnêtement d'ailleurs, nous met en garde : « Ce livre, dit-il, n'est pas rigoureusement impartial, il est tendancieux ». C'est un pamphlet contre les tsars et les soviets, c'est un libelle où sont ramassés soigneusement les plus mauvais arguments antisémites et soigneusement évitées les réalités gênantes. Mais ce sont peut-être ces titres qui lui ont ouvert des droits à une préface de Salomon Reinach ! Selon Boris Mirsky, le régime tsariste était un gouvernement où fleurissaient l'arbitraire, la sottise et l'injustice. La preuve ? Les pogroms.

Quant à la révolution bolcheviste : « Sous le règne de Lénine, l'atmosphère antisémite est si lourde qu'on y passe à chaque instant des menaces au pillage, des injures au massacre des Juifs.

« Aussi, les pogroms sévissent-ils en Russie soviétique ; pogroms féroces où disparaissent des villages entiers, pogroms que dirigent personnellement certains commandants rouges. »

Voilà ce qu'écrit Boris Mirsky, oubliant — on le comprend — de nous indiquer la constitution du Gouvernement soviétique. Il est vrai, c'est Salomon Reinach qui le dit, que : « Tous ces naïfs (c'est pour nous) savent les noms des bolchevistes juifs ; mais ils ne savent rien des officiers supérieurs et des policiers tsaristes sur lesquels repose toute l'armature bolcheviste. »

Nous ne savons pas les noms des bolchevistes juifs. Il y en a trop ! Ce que nous savons, c'est précisément sur quoi repose « l'armature bolcheviste ». Qu'on en juge plutôt par cette liste (1), évoquant la période révolutionnaire que prétend avoir traitée Boris Mirsky :

(1) Cette liste a été publiée par M. Georges COURRET. Nous l'avons retrouvée dans la très intéressante « Enquête sur le problème juif », de René GROOS, un Juif « bien né » celui-là.



## GOUVERNEMENT SOVIETIQUE

Conseil des Commissaires du peuple	17 Juifs sur 22 membres.		
Commissariat de la Guerre.....	34	—	43
— de l'Intérieur.....	45	—	64
Comité des Affaires étrangères...	13	—	17
Commissariat de l'Echiquier.....	26	—	30
— de la Justice.....	18	—	19
— de l'Hygiène.....	4	—	5
— de l'Instr <sup>on</sup> publique	44	—	53
Délégués de la Croix-Rouge bolcheviste.....	8	—	8
Conseil suprême de l'Economie générale.....	45	—	56
Commissariat de la Reconstitution de la Cité de Jaroslaw.....	2	—	2
Commissaires provinciaux.....	21	—	23
Commission d'enquête sur les actes antérieurs de l'Administration de l'Empire russe.....	5	—	7
Commission d'enquête sur l'assassinat de Nicolas II.....	7	—	10
Bureau du 1 <sup>er</sup> Soviet des ouvriers et soldats de Moscou.....	19	—	23
Comité exéc. central du IV <sup>e</sup> Congrès	33	—	34
Comité exéc. central du V <sup>e</sup> Congrès	43	—	62
Comité central du parti social démocratique ouvrier.....	9	—	12

Incontestée et incontestable, cette liste détruit la fable des « quelques Juifs mêlés au mouvement révolutionnaire russe ».

Nous y ajouterons le jugement de M. Oudendyke, ministre de Hollande, représentant des intérêts anglais en Russie, formulé dans un rapport qu'il adressait, le 17 septembre 1918, à M. Balfour :

« Je considère que la suppression immédiate du bolchevisme est actuellement la tâche la plus importante du monde, plus importante même que la guerre qui continue à faire rage. A moins que, ainsi que je l'ai déjà dit, le bolchevisme ne soit étouffé immédiatement dans l'œuf, il se répandra, sous une forme ou sous une autre, en Europe et dans le monde entier, car il est animé et organisé par les Juifs qui n'ont pas de nationalité et dont le seul but est de détruire, dans leur propre intérêt, l'ordre de choses actuel... »

« Quand vous découvrez, écrit de son côté Ch. Saroléa, que, parmi les nombreux dirigeants des Affaires étrangères, tous, sauf deux, sont Juifs... que Trotsky est à



la fois commandant en chef et l'organisateur de l'armée rouge, que les débats du Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale sont dirigés, du début à la fin, par Zinovief et Radek... que ce même Zinovief est aussi le dictateur omnipotent de Pétrograd... que Radek est l'agitateur universel et le chef de la propagande bolcheviste à l'étranger... que les chefs de toutes les autres révolutions bolchevistes à Budapest, en Bavière et partout, sont invariablement Juifs, vous êtes amenés à la conclusion que les Juifs ont été les protagonistes du drame russe. » (1)

Et quand Boris Mirsky, Salomon Reinach ou Arthur Levy nous affirment le contraire en nous donnant pour preuves les pogroms, nous sommes en droit d'en tirer une tout autre conclusion.

Ennemis du régime impérial, assassins des Tsars, promoteurs de la révolution, les Juifs avaient droit à tous les égards des

---

(1) Ch. SAROLÉA. — « Impressions of Soviet Russia », cité par L. DE PONGINS : *La Mystérieuse Internationale juive* (p. 92).

Soviets, mais ils ont dû à ce point les écœurer, qu'en fin de compte ces derniers ont été obligés de s'en débarrasser.

..

Comme la Révolution française, le drame qui déchira l'Espagne en ces dernières années est marqué de la sanglante empreinte des Juifs et des « maçons ».

Dans le n° 64 du 10 septembre 1932, le « Bulletin Officiel du Grand-Orient Espagnol » donne le compte rendu des décisions prises à l'Assemblée générale tenue à Madrid le 20 février 1932 et jours suivants.

Après avoir rappelé les devoirs du F.·.M.·. et défini ses obligations, le rapport conclut en ces termes : « Si nous voulons être frères, nous devons avant tout chercher la racine commune qui unit nos différentes façons de penser et de servir. Et cela dans l'ordre religieux, dans l'ordre politique, dans l'ordre social...

« ..Dans l'ordre politique... il sera bon



que cette Assemblée ratifie notre foi représentée par la devise : Liberté, Egalité, Fraternité... Et quant à l'ordre social..., cette devise oblige autant socialement que politiquement. »

Trois cents membres de la Constituante étaient francs-maçons. « En Espagne, écrivait Pierre Dominique, on a dit que toute l'opposition de l'époque était franc-maçonne, et, à l'heure actuelle, il semble que cinq membres au moins du Ministère : MM. Largo Caballero, Indalecio Prieto, Marcelino Domingo, Alexandre Lerroux et Fernando de Los Rios soient francs-maçons... ». (1)

C'est au nom de cette « Liberté » sans doute que furent perpétrés tous les crimes jusqu'à l'assassinat de Calvo Sotelo ! Et quand l'Espagne « réelle », sous la conduite du Général Franco, a voulu débarrasser son sol de ses tyrans « maçons » et juifs, c'est peut-être dans un souci d'Egalité que les hordes rouges de Negrin et

---

(1) Hebdomadaire *Vu*. Cf. L. DE PONGINS : *La F.<sup>m</sup>.M.<sup>m</sup>.*

d'Alcala Zamora ont violé, pillé, mutilé et finalement mis à mort plus de 500.000 hommes, femmes et enfants espagnols ?

Crimes crapuleux, tortures d'un raffinement inouï, mutilations sadiques, rien, non rien n'a été négligé qui ne fût sanguinaire et ordurier.

La responsabilité des Juifs est immense, et leurs crimes innombrables. Laissons à la justice de ce pays le soin de les châtier.

Mais n'oublions pas que les tortionnaires de Barcelone n'avaient pas d'amis plus sûrs et de défenseurs plus chaleureux que nos propres ministres : Louis Rothschild dit Georges Mandel, Jean Zay et Léon Blum...

N'oublions pas que notre pays, enchaîné par son Gouvernement au sort des judéo-marxistes, risquait de perdre pour longtemps l'amitié de l'Espagne si un de ses soldats n'avait, en quelques mois, par sa présence et son autorité, personnifié dans son glorieux passé l'image de la France, de la vraie France.

Cet ambassadeur, c'était le Maréchal



Pétain, aujourd'hui Chef de l'Etat français.

Où sont les autres, les suppôts du « Frente popular », les Blum, les Brunshwig, les Zay, les Moch et autres Juifs ?

A leur place : en prison.

On nous pardonnera ce rapprochement des personnes. Il est nécessaire en ces temps troublés, car il illustre de façon prophétique, incarnés dans ces hommes, le destin tragique d'Israël et la mission de la France.

Les Juifs ont voulu posséder la force pour gouverner le monde et le courber sous leurs lois. Partout ils ont semé la haine et suscité des conflits. Toujours le châtiement est arrivé, brisant leur fol orgueil.

Se reconnaissant dans le Maréchal, la France s'est ressaisie. Elle a retrouvé sa voie, brisé les chaînes partisans qui la rivaient aux mesquines querelles de castes et d'intérêts pour regarder plus haut, plus loin, au delà de sa douleur, au delà même d'une haine que les Juifs auraient bien méritée. Il y a plus de mérite à triompher de soi-même qu'à soumettre les autres.

La France ne se reconnaît aujourd'hui d'autre mission. Elle a besoin de vérité et de droiture; elle a besoin d'honnêteté et de travail. Perspectives austères et difficiles, mais qui, seules, peuvent projeter sur l'avenir sa véritable grandeur. Révolution nationale ? C'est le moyen. Il n'en est pas d'autre et, parce qu'il est unique, personne n'a le droit de s'y opposer, tous ont le devoir d'y collaborer.

Plus qu'une rénovation, plus qu'une résurrection, ce doit être tout cela et mieux encore. Les hommes et les nations sont perfectibles, le passé peut les inspirer, mais ne doit pas les limiter.

Nous avons connu des heures tragiques, il n'en est pas que nous n'ayons dominées, dont nous ne soyons sortis purifiés et grandis par l'épreuve. Mais il faut le vouloir, il nous faut nous élever nous-mêmes si nous voulons que la France, rehaussée par nos mérites, retrouve sa place dans le monde.

La France de Charlemagne, de Louis XIV, de Napoléon, cette France qui a fait l'éton-



nement de l'Europe ne peut accepter d'être le jouet d'une minorité de coquins. La France de Clovis, de Saint Louis, de Jeanne d'Arc, qui, sur son sol, a vu fleurir les miracles de Lourdes et de Lisieux, cette France, la Fille aînée de l'Eglise, ne peut permettre qu'on l'associe aux crimes des sans-Dieu. Et sa mission, dans les jours heureux, comme dans les sombres moments de son histoire, demeure éternellement fixée dans le vieil adage de nos pères :

« *Gesta Dei per Francos* ».

..

Dans la finance ou dans le commerce, dans les lettres ou dans les arts, avocat, médecin ou ingénieur, le Juif est partout.

Inquiet, agité, corrompu et corrupteur, arrogant et obséquieux, rêveur fanatique et sordide matérialiste, craignant les forts, écrasant les faibles, insatisfait et insatiable, égoïste et prodigue, le Juif est, par nature, le ferment anarchique de toute société.

Nous constatons.

Nous transcrivons aussi ce jugement d'un écrivain de talent, grand défenseur et laudateur d'Israël. Et si l'on pense, qu'entraîné par la passion, nous avons accablé injustement les Juifs, le portrait qu'en a tracé Elie Faure prouvera que nous sommes encore en deçà de la vérité :

« Quelle trame s'est-elle donc tissée dans les dessous secrets de notre histoire visible pour qu'une tribu, la plus perdue, la plus infime... dicte aujourd'hui sa loi au monde, bien qu'obéissant à ses lois.

« ...Envieux des richesses accumulées autour d'eux, jaloux de ceux qui les possèdent, haïssant ceux qui les défendent, loups maigres errant sous les remparts qui ferment de partout les étendues torrides où ils sont repoussés sans cesse, un orgueil sauvage pointe en eux.

« ...Leur éternelle angoisse les habite qui fait d'eux des étrangers chez tous les peuples de la terre, dont ils bousculent les routines, dévastent les sentiers battus, disloquent les édifices moraux séculaires.

« ...Ce n'est pas d'hier. Et ça ne date pas



du Christ. Ils avaient tant exaspéré les Egyptiens, qu'ils ont dû fuir en masse d'Egypte. Tant fatigué les Perses, que ceux-ci les ont encouragés à rentrer chez eux. Les Romains, que n'intéressaient pas les problèmes moraux, et dont la ferme tolérance assurait la paix religieuse, ont étouffé, dans le sang de leurs gorges tranchées, leurs réclamations furieuses et leurs anathèmes rageurs. Pilate leur a livré le Christ pour se débarrasser d'eux.

« Disons le mot : ils ont embêté tout le monde.

« ...Par le verbe ou l'amour, il faut qu'ils aient raison tôt ou tard envers et contre tous les hommes. Tard s'il le faut, et dans l'ombre et le silence, pourvu que le triomphe, un triomphe insatiable soit au bout...

« ...L'au-delà n'existe pas pour lui. Israël n'y a jamais cru... Réaliste farouche, c'est ici-bas qu'il veut sa récompense...

« ...Mais au prophétisme d'Ezechiel, de Jérémie ou de Karl Marx, correspond, dans les âmes obscures, le fanatisme rectiligne,

le meurtre, le martyre pour des buts extravagants... Au scepticisme de l'Ecclésiaste, la ruée vers les voluptés immédiates, la luxure la plus ignoble, bavante et reniflante, la gloutonnerie et son prurigineux cortège, la passion sordide de l'or, l'usure, la rapacité, les affreuses tares physiques de suintement et recroquevillement que tous ces vices entraînent, et aussi ce ricanelement sarcastique : Heine, Offenbach, à l'égard de tout ce qui n'est pas Juif...

« ...C'est le Juif qui nous montre comment on peut, en même temps, jouir des avantages matériels que dispense la patrie et des avantages spirituels que révèle sa négation. En somme, il a trouvé moyen d'utiliser, du même coup, la patrie extérieure des autres et sa patrie intérieure à lui. » (1)

Si les Juifs n'étaient que cela, il les faudrait enchaîner pour qu'à tout jamais inoffensifs, ils cessent d'accabler le monde. Mais ne sont-ils que cela ? Certains se sont

---

(1) Elie FAURE. — La question juive. Reproduit par la revue *Contre-Révolution*, avril 1939.



montrés nobles et généreux, grands, très grands même. Ils méritent notre respect et notre admiration. Nous les leur témoignons de grand cœur. C'est à eux qu'Israël doit de trouver grâce devant la justice des hommes. Car s'ils n'étaient là, si leur dévouement ou leur sacrifice ne pouvait jeter dans la balance le poids de leur mérite, Israël ne saurait espérer et mériter l'indulgence qu'en fin de compte on lui accorde.

Un exemple de la tutelle juive...

## L'AFRIQUE DU NORD

### Algérie.

Avocats .....	130 Juifs	sur	689 inscrits.
Officiers ministériels ..	84 —	—	379 —
Médecins .....	162 —	—	938 —
Pharmaciens .....	75 —	—	399 —
Dentistes .....	43 —	—	203 —
Sages-femmes .....	44 —	—	291 —
Anciens combattants..	5.020 —	—	121.411 —
Veuves de guerre .....	829 Juives	sur	11.127 inscrites.

### Tunisie.

Avocats .....	208 Juifs	sur	356 inscrits.
Médecins .....	121 —	—	431 —
Pharmaciens .....	30 —	—	138 —
Dentistes .....	24 —	—	52 —
Anciens combattants..	273 —	—	29.053 —
Veuves de guerre .....	51 Juives	sur	974 inscrites.

### Maroc.

Avocats .....	37 Juifs	sur	191 inscrits.
---------------	----------	-----	---------------



Un autre exemple...

**LISTE DES CAPITALISTES JUIFS**  
**qui ont fondé « L'HUMANITE »**

MM. LEVY-BRUHL.

LEVY-BRAHM.

DREYFUS.

Ely RODRIGUES.

Léon PICARD.

Louis DREYFUS.

Salomon REINACH.

André BLUM.

ROUFF.

CASEWITZ.

HERR.

SUCHS.

**VERS LA SOLUTION**  
**FRANÇAISE**



DANS un ouvrage intitulé : « Les Juifs et nous », MM. André Chaumet et H.-R. Bellanger ouvrent le débat sur cette phrase : « C'est en vertu du droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes, que nous demandons aujourd'hui l'élimination de tout élément juif en France ».

Nous n'avons pas de goût pour le pastiche, nous avons, au cours de cet exposé, fait appel à de nombreux auteurs et nous nous sommes employés à transcrire leurs propos et leurs opinions dans la forme où ils nous les ont livrés.

Mais quand MM. Chaumet et H.-R. Bellanger invoquent le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, nous ne pouvons souscrire à cet aphorisme facile.

Que signifie ce droit des peuples ? Le droit d'avoir à la tête de la France un Juif, chef du Gouvernement ? Le droit d'être veule et inerte devant les exactions d'un peuple qui n'a cessé de s'infiltrer, de s'imposer et de commander ?



Et pourtant, c'était notre droit d'accepter cette déchéance et cette servitude, comme c'était notre droit de nous élever contre cet odieux accaparement des consciences et des valeurs !

En vertu de ce droit, nous avons choisi la mise en tutelle. Et aujourd'hui, en vertu de ce même droit, nous allons choisir la révolte contre les faux dieux !... Que ferons-nous demain ?

Que deviendront la France et les Français pris dans ces remous d'une opinion versatile qui se découvre des droits, comme un Juif une nationalité ?

Allons donc, ce droit des peuples n'est que le bon plaisir d'un clan ou d'un soviet, ce droit des peuples n'est souvent que le caprice d'une foule irraisonnée à qui on cache ou on déforme la vérité.

Dans les affaires où se jouent les destinées d'un pays, les droits — expression changeante d'un état d'esprit souvent éphémère — doivent céder le pas aux devoirs envers la communauté nationale, envers le peuple et la patrie. Ces devoirs sont

constants. Ils ne visent qu'au salut de la patrie et à sa grandeur. Les hommes peuvent changer, leur humeur peut varier, ces données nationales restent immuables.

Nous dirons donc que c'est en vertu du devoir qu'ont les peuples de protéger et de défendre leur patrimoine, leurs traditions, leurs coutumes, que nous réclamons aujourd'hui le règlement de la question juive en France.

Traitant récemment de l'éducation politique, nous rappelions le sens profond qu'il convient de donner au terme « politique ».

Nous la définissions suivant l'expression de Charles Maurras : « le bien supérieur de la cité ». C'est là son sens éthologique.

Pour nous, la politique, quels que soient sa forme et ses moyens, demeure l'art d'aimer la patrie et la science de la servir. Tout étant ramené à cette seule notion, à l'unique, à l'impérieux, au nécessaire devoir du plus grand bien du pays.

L'histoire des peuples et des nations, comme l'histoire de la nation française, est



un ouvrage fait de main d'homme. L'imprévisible et l'imprévu ne sont pas des éléments négligeables, mais ils ne doivent jouer qu'un rôle accidentel. Il importe qu'ils soient circonscrits au possible. S'ils ne le sont, c'est que les Gouvernements sont impuissants ou incapables, c'est que les peuples ont pris le parti de subir les événements et de ne plus les diriger; c'est que tous négligent les leçons profondes du passé. Le rapide exposé que nous venons de faire montre, imparfaitement sans doute, comment, au cours des siècles, s'est manifesté le problème juif, comment on a cru pouvoir le résoudre, comment, plus que jamais, il se pose aujourd'hui.

Retenons, et ce sera notre premier mérite, les enseignements de l'histoire; retenons aussi que la question juive est toujours pendante. Parce qu'aucune solution complète n'a jamais été proposée et appliquée. N'oublions pas, enfin, que si nous reprenons les formules déjà expérimentées, que si nous n'apportons pas dans ce domaine un sens politique averti, rien de

durable, rien de profitable au pays ne sera réalisé.

La solution d'un tel problème est affaire politique, donc en France rigoureusement française. Les Allemands et les Italiens, pour ne nommer que les principaux, ont adopté, en ces dernières années, une série de mesures conformes à l'intérêt de leur pays respectif. Quand, en France, nous voulons résoudre la question juive, cela ne signifie pas que nous agissons sur ordre de l'étranger — l'Histoire a établi l'impérieuse nécessité de régler une bonne fois cette affaire — cela ne prouve pas davantage que nous devons adopter les mêmes mesures. Elles peuvent être excellentes pour les uns et médiocres chez les autres. Mais si, parfois, elles se confondent à l'intérêt français, si parfois elles sont conformes à nos traditions, à nos besoins et à nos désirs, ce serait ridicule de les refuser. Parce qu'elles ne sont pas d'inspiration française ? Il suffit qu'elles nous servent. Les travaux et les découvertes d'un Pasteur sur la prophylaxie de la rage



et sur l'asepsie en général ont bouleversé et complètement rénové l'art de guérir. Pasteur était Français... Croit-on que, pour cette raison, les nations étrangères aient hésité à appliquer ses méthodes ?

Prenons le bien là où il est, et laissons jaser les mesquins.

## LA LOI FRANÇAISE

### I. — Définition du Juif.

Tout d'abord, qui doit être légalement considéré comme Juif ?

Allait-on tenir compte du facteur **race**, ou du facteur **religion** ? Ou des deux ?

C'est à la première solution que l'on s'était arrêté au début. Une première loi, du 3 octobre 1940, considérait comme Juive toute personne issue de trois grands-parents Juifs, ou de deux seulement, si son conjoint était Juif.

Une seconde loi, du 2 juin 1941, que l'on a appelée un peu abusivement « statut » provisoire des Juifs, a adopté la troisième solution, qui tient compte des deux éléments racial et confessionnel. Quand on parle de « religion » israélite, il ne faut, d'ailleurs, jamais oublier que la communauté juive déborde, au moins dans son esprit, les cadres des autres confessions religieuses.



Est désormais considéré comme Juif :

1° Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu de trois grands-parents au moins de race juive;

2° Ou de deux seulement, si son conjoint est issu lui-même de race juive;

3° Celui ou celle qui appartient à la religion juive ou qui y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

Suivent deux définitions connexes :

1° Est regardé comme étant de race juive, le grand-parent ayant appartenu à la religion juive;

2° La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

La loi ajoute, enfin, que « le désaveu ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme Juif, sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent ».

On voit que ces textes ne sont pas d'une rigueur excessive, puisqu'ils admettent comme « non-Juifs » ceux qui le sont à moitié seulement par le sang, et que le fait seul d'appartenir à la religion israélite n'entraîne nullement la qualité de Juif devant la loi. Ne sont pas considérés comme Juifs, par exemple :

Celui qui a deux grands-parents Juifs, à moins d'être marié lui-même à une Juive;

Celui qui, même appartenant à la religion juive, n'a qu'un grand-parent Juif. La définition légale du Juif reste donc, par la force des choses, une sorte de compromis. Mais telle qu'elle est établie, elle a du moins le mérite d'être claire. Elle est aussi équitable que possible, puisqu'elle fait intervenir les deux seuls éléments sur lesquels elle puisse s'appuyer; elle prend pour base la race, et ne fait intervenir la religion que comme confirmation, et pour faire pencher la balance. Il est juste aussi, dans le cas du demi-Juif, de considérer son mariage avec une Juive ou une demi-Juive comme un élément supplémentaire de judaïsme. La



loi tient compte aussi de la durée, puisqu'elle remonte toujours à la deuxième génération.

**Déclaration obligatoire.** — Toute personne qui est Juive au regard de la loi, est tenue de remettre une déclaration au préfet du département dans lequel elle a son domicile ou sa résidence.

Elle doit indiquer qu'elle est Juive devant la loi, mentionner son état civil, sa situation de famille et **la situation de ses biens.**

En cas de non-déclaration dans le délai d'un mois, des sanctions sont prévues (amende et emprisonnement).

**Dérogations.** — Cependant, la loi du 2 juin 1941 prévoit des dérogations qui concernent :

« 1° Ceux qui ont rendu à l'Etat français des services exceptionnels;

« 2° Ceux dont la famille est établie en France depuis au moins cinq générations,

et a rendu à l'Etat français des services exceptionnels. »

La décision est prise, sur demande de l'intéressé, par arrêté du Commissaire général aux questions juives. Toutefois, il faut un décret individuel pris en Conseil d'Etat, sur rapport du Commissaire général aux questions juives, pour relever un Juif des interdictions de l'article 2 de la loi : Gouvernement, hautes fonctions administratives, corps enseignant, armée, etc...

Ces diverses mesures résument le statut personnel des Juifs, tel qu'il résulte de la législation actuelle.

## II. — Situation politique et économique des Juifs.

La nouvelle situation des Juifs dans le cadre politique, économique et social, s'est révélée plus difficile à établir, par l'étendue et la complexité des problèmes qu'elle soulève. Il s'agit, en effet, à travers les mesures immédiates rendues nécessaires,



de prévoir et de préparer l'établissement d'un statut définitif pour l'avenir.

Il ne s'agissait pas, cela a été déclaré officiellement à plusieurs reprises, d'opprimer les Juifs dans leur race, de les persécuter dans leurs croyances ou dans l'exercice de leur religion, ni de les humilier. En dehors de tout esprit de persécution, ces lois sont des lois de défense. Pour préserver la société française d'un péril devenu mortel, il fallait :

1° Eliminer les Juifs de leurs situations acquises;

2° Les empêcher d'y rentrer.

Les mesures à prendre devaient être **multiples** parce que le danger s'était infiltré dans toutes les branches de la société et à tous les échelons. Elles devaient être **rigoureuses**, sous peine de demeurer sans effet, étant donnée l'extraordinaire faculté d'adaptation du peuple juif, sa souplesse, son habileté à dissimuler et à tourner les lois.

La sagesse était donc de limiter les acti-

vités des Juifs, de « neutraliser » leur influence. Malgré les injustices de détail inévitables, les récentes lois, parfois rigoureuses, se sont efforcé d'éviter l'arbitraire.

**Principales directives.** — Il semble que la nouvelle législation se soit assigné quatre principaux buts :

1° Ecarter résolument les Juifs du Gouvernement, des postes officiels, des fonctions publiques et des principaux rouages de l'Etat. C'était la première tâche, et relativement la plus simple, parce qu'elle visait le petit nombre : éliminer leur puissance **politique**;

2° Combattre leur influence **intellectuelle**, soutien et prolongement de leur intrusion dans l'Etat; les écarter, dans ce but, des professions libérales, de l'enseignement, de la presse, etc.;

3° Supprimer leur toute-puissance **économique et financière**, leur prépondérance dans toutes les branches de l'industrie, du commerce, de la Bourse et des banques. « Déjudaïser » ce domaine qui était le



leur. Faire en sorte qu'ils ne détiennent plus la puissance d'argent, la plus redoutable, car si on leur avait laissé celle-là, ils auraient pratiquement conservé toutes les autres;

4° Supprimer, enfin, leur puissance occulte en les écartant des sociétés anonymes, en épurant, comme nous le disions, la presse et les agences au moyen desquelles ils établissaient une propagande sournoise et une censure de fait. Les rétablir au grand jour dans leur qualité de Juifs. Prendre, enfin, les mesures de surveillance et de police indispensables.

Résumons ce qui, d'ores et déjà, a été accompli dans ces différents domaines.

### III. — Etat et fonctions publiques.

Toujours sous réserve des dérogations individuelles prévues, que nous avons mentionnées plus haut (services exceptionnels rendus par l'intéressé ou par sa famille), la loi du 2 juin 1941 frappe

d'interdit, pour les Juifs, les fonctions suivantes :

1° Chef de l'Etat, membre du Gouvernement, du Conseil d'Etat, du Conseil de l'Ordre de la Légion d'honneur, de la Cour de cassation, de la Cour des Comptes, du Corps des Mines, des Ponts et Chaussées, de l'Inspection des Finances, du Corps des Ingénieurs de l'Aéronautique, des Cours d'appel, des Tribunaux de première instance, des Justices de paix, des Tribunaux répressifs d'Algérie, de tous jurys, de toutes juridictions d'ordre professionnel, et de toutes les assemblées issues de l'élection, arbitres;

2° Ambassadeurs, secrétaires généraux de départements ministériels, directeurs généraux, directeurs des Administrations centrales des Ministères, agents relevant du département des Affaires étrangères, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux des Préfectures, inspecteurs généraux des services administratifs au Ministère de l'Intérieur, fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police;



3° Résidents généraux, gouverneurs généraux, gouverneurs et secrétaires généraux des colonies, inspecteurs des colonies;

4° Membres des Corps enseignants;

5° Officiers et sous-officiers des armées de terre, de mer et de l'air.

Ces différents postes et fonctions sont interdits dans **tous** les cas.

Les autres fonctions, dans les Administrations publiques, depuis la loi du 2 juin 1941, ne peuvent être occupées par des Juifs que s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

1° Etre titulaire de la carte de combattant instituée en 1926;

2° Avoir fait l'objet, au cours de la campagne 1939-1940, d'une citation donnant droit au port de la croix de guerre instituée par le décret du 28 mars 1941;

3° Etre décoré de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre;

4° Etre pupille de la nation, ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France.

Comme nous l'avons vu plus haut, les Juifs ne peuvent être titulaires d'aucun grade dans l'armée, mais ils n'en demeurent pas moins soumis aux obligations militaires de tous les Français. Les engagements et rengagements sont interdits aux Juifs, même anciens combattants.

L'article 7 de la loi du 2 juin énonce toute une série de mesures concernant les indemnités, pensions et retraites que pourront réclamer les fonctionnaires juifs dont les nouvelles interdictions ont entraîné le renvoi. Ceux qui n'ont pas quinze ans d'ancienneté de service recevront leur traitement pendant une durée qui sera fixée par règlement d'administration publique. Enfin, l'application de la loi est différée pour les prisonniers.

#### IV. — Professions libérales ou s'y rattachant.

Par la première loi d'octobre 1940, l'exercice des professions libérales était autorisé, de même que celui des fonctions



d'officier ministériel, sauf règlement d'administration publique fixant une proportion déterminée pour telle profession.

Le **principe** de liberté subsistait.

La loi du 2 juin 1941 le supprime, elle prévoit le **contingentement** comme devant être la règle et non plus l'exception, dans toutes les professions.

L'article de la loi ne vise pas seulement les professions libérales :

**Désormais, les Juifs ne pourront :**

Exercer une profession **libérale, commerciale, industrielle ou artisanale**, ou une profession **libre**;

Etre titulaire d'une charge d'officier public ou ministériel;

Ou être investis des fonctions dévolues à des auxiliaires de justice, « **que dans les limites et les conditions qui seront fixées par le Conseil d'Etat** ».

En ce qui concerne les professions libérales, ou celles dites « libres », qui se rattachent à l'activité intellectuelle, certaines sont **interdites**.

L'exclusion absolue des Juifs de toutes

les professions qui se rattachent au théâtre, à la presse, au cinéma, déjà formulée dans la loi du 3 octobre 1940, est reprise et étendue par celle du 2 juin 1941. Cette dernière loi ne fait qu'énumérer dans leurs grandes lignes les principales activités qui se rattachent auxdites professions. Des décrets complèteront la loi et « fixeront son mode d'application dans chaque catégorie ».

Enfin, la loi du 17 novembre vient remplacer et préciser encore l'article 5 de celle du 2 juin, dans un sens qui marque bien la volonté d'éliminer la propagande et l'**esprit juifs**. Désormais, sont interdites aux Juifs, **sauf dans les emplois subalternes ou manuels, toutes activités quelconques** dans les professions concernant :

L'information;

La presse périodique (à l'exception des publications de caractère strictement scientifique ou de caractère confessionnel israélite);

L'édition et l'impression d'ouvrages quelconques (à l'exception des œuvres de



caractère strictement scientifique ou de caractère confessionnel israélite);

La production et la distribution ou la présentation de films cinématographiques, l'entreprise ou l'agence de théâtres et de spectacles;

La radiodiffusion.

Cette radicale épuration semble particulièrement salulaire, si l'on veut bien se rappeler que les Juifs pullulaient, plus qu'ailleurs, dans ce vaste domaine, quand ils n'y faisaient pas la loi et n'y régnaient pas en maîtres.

Les Juifs visés par cet article 1<sup>er</sup> devront avoir abandonné leurs fonctions ou leurs activités dans un délai de six semaines, à dater de la publication de la loi, c'est-à-dire le 13 janvier 1942.

Une précaution supplémentaire est prise, comme pour les autres professions commerciales visées par le même article : tout Juif qui, en application de la loi, « a dû abandonner les fonctions, les pouvoirs et les droits qu'il détenait dans une

entreprise déterminée, ne peut être employé dans cette entreprise, **à quelque titre que ce soit** ». Ceci afin d'éviter les retours « par la fenêtre ».

Quant aux professions libérales, non interdites, plusieurs ont déjà été, comme le prévoyait la loi du 2 juin, « contingentées » par décret. Ce sont celles d'avocat (décret du 16 juillet 1941), de médecin (décret du 11 août), d'architecte (décret du 24 septembre).

Ces professions ne seront ouvertes aux Juifs que dans la proportion de 2 p. 100 :

2 p. 100 des avocats non-juifs inscrits au tableau ou au stage des barreaux du ressort;

2 p. 100 des médecins non-juifs inscrits au tableau dans la circonscription de chaque Conseil de l'Ordre des Médecins.

Ce contingent de 2 p. 100 ne devra pas, toutefois, dépasser le nombre des avocats ou des médecins juifs inscrits à la date du 23 juin 1940.

Un privilège de priorité est accordé aux Juifs visés par l'article 3 de la loi



du 22 juin 1941, c'est-à-dire : anciens combattants, pupilles de la nation, descendants ou ascendants de militaires morts pour la France. Ces privilégiés seront maintenus, même si leur nombre dépasse le pourcentage.

Une clause spéciale vise certains médecins qui, sans remplir aucune des conditions ci-dessus, peuvent être maintenus sur proposition du Conseil de l'Ordre et du Commissaire général aux questions juives, « en raison du caractère éminent de leurs mérites professionnels ».

Les **officiers ministériels** juifs :

Notaires,

Avoués,

Huissiers,

Commissaires-priseurs,

bénéficient d'un avantage. Leur nombre est **stabilisé**, par décret du 16 juillet 1941, et fixé à celui qui existait à cette date.

Reste, dans l'ordre de l'influence juive, un point évidemment capital, puisqu'il

engage à la fois le présent et l'avenir : c'est celui de l'**enseignement**.

Nous avons vu qu'une des premières interdictions, qui semble aller de soi, vise le Corps enseignant. **Il n'y a plus, désormais, de professeurs juifs.**

Pratiquement, cette mesure n'est pas sans portée politique, car les professeurs juifs étaient nombreux et tenaient une place importante, qui n'était pas toujours due à leur seul mérite, dans l'enseignement supérieur et dans l'Université. Cette interdiction salutaire comportera sans doute quelques dérogations en faveur de certains maîtres éminents, analogues à celles qui visent certains médecins.

Le sort des professeurs réglé, reste celui des **étudiants**. On en a discuté assez vivement dans les milieux intéressés.

On sait que la loi du 2 juin 1941 institue le **numerus clausus**, et fixe la proportion des étudiants juifs pouvant être admis dans les grandes écoles et dans les Facultés à 3 p. 100 du nombre des étudiants non-juifs



inscrits pendant l'année scolaire précédente.

Dans ces 3 p. 100 sont admis, par ordre de priorité :

1° Les orphelins de militaires morts pour la France;

2° Les décorés de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire pour faits de guerre;

3° Les titulaires de la carte de combattant;

4° Les titulaires d'une citation donnant droit au port de la croix de guerre 1939-1940 et les prisonniers de guerre 1939-1940;

5° Les fils ou filles des Juifs rentrant dans les quatre catégories ci-dessus;

6° Les postulants appartenant à des familles nombreuses ou présentant des titres scolaires particulièrement méritants.

Enfin, un arrêté spécial du Secrétaire d'Etat à l'Education nationale peut autoriser l'inscription d'étudiants dont la famille est établie en France depuis au

moins cinq générations et a rendu à l'Etat des services exceptionnels.

D'ailleurs, à quoi serviraient des diplômes aux jeunes gens, si les carrières auxquelles ils donnent accès sont elles-mêmes fermées ?

## V. — Commerce et industrie, banque.

Tout d'abord, certaines professions sont purement et simplement **interdites**, d'après le même article 5 de la loi du 2 juin, modifié par celle du 17 novembre, que nous avons déjà rencontré : « Sont interdites aux Juifs, sauf dans les **emplois subalternes ou manuels**, toutes activités quelconques dans les professions concernant :

« La banque, le change, les Bourses de valeurs, les Bourses de commerce;

« Les assurances;

« L'armement;

« Le démarchage;

« La publicité;

« Les prêts de capitaux;



« La négociation de fonds de commerce;

« Les transactions immobilières;

« Le courtage;

« La commission;

« Les commerces de grains, de céréales, de chevaux, de bestiaux;

« Le commerce des tableaux;

« Le commerce d'antiquités;

« L'exploitation de forêts;

« Les concessions de jeux.

Comme dans les professions de la presse, du spectacle, etc., les Juifs qui sont visés par cette interdiction devront avoir abandonné leur activité dans un délai de quarante jours, c'est-à-dire le 13 janvier 1942.

« Ceux qui, en vertu des règlements en vigueur, sont titulaires d'une carte professionnelle, devront l'avoir remise avant cette date à la Préfecture de leur département, ou à la Préfecture de police, pour Paris.

« Les biens affectés par eux à ces fonctions ou activités, qu'ils soient ou non

pourvus d'un administrateur provisoire, ne peuvent, à dater de la publication de la loi (2 décembre 1941), être cédés sans l'approbation du Commissaire général aux questions juives.

« Toute cession postérieure au 2 décembre 1941, si elle n'a pas obtenu cette approbation, est nulle de plein droit. »

Il s'agit évidemment là du matériel ou des marchandises, des fonds de commerce ou des droits aux baux que les intéressés seraient amenés à vendre par suite de la cessation de leurs activités.

Enfin, comme pour les entreprises de presse ou de cinéma, les Juifs qui, d'après la loi, doivent abandonner une entreprise, ne peuvent plus y être employés, à **quelque titre que ce soit.**

### **Professions contingentées.**

Les autres professions commerciales, industrielles et artisanales (art. 4 de la loi du 2 juin) seront contingentées. Leur exercice ne sera autorisé aux Juifs que « dans



les limites et les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ».

Pour l'instant, on reste donc dans le **statu quo**, et il faut attendre la publication de ces décrets.

### **Salariés.**

La nouvelle loi du 17 novembre n'autorisant le maintien des Juifs dans les professions interdites qu'aux emplois « subalternes ou manuels », il faut prévoir l'exclusion d'un nombre important de salariés des entreprises commerciales.

En zone occupée, depuis le 26 avril 1941, les ordonnances allemandes retirent aux employés juifs renvoyés, tout droit à réclamer une indemnité de congédiement.

Il n'en est pas de même en zone non occupée, où en l'absence de toute nouvelle loi lesdits employés restent soumis au droit commun français. Les salariés congédiés, que ce soit d'initiative patronale **ou en vertu de la loi sur les Juifs**, ont toujours droit aux indemnités de congédiement prévues par la législation générale du travail.

### **Gestion et liquidation des entreprises et biens juifs.**

Un important problème se posait dès le moment où l'on éliminait les Juifs des professions commerciales. Ils y jouaient un rôle important, prépondérant dans certaines branches et dans les banques. On ne pouvait, du jour au lendemain, leur trouver des successeurs non-Juifs. Il fallait cependant assurer la marche des entreprises, surtout dans un moment où, du fait des événements, l'économie du pays était déjà ralentie et troublée.

La même question s'était déjà posée, au lendemain de l'armistice, pour les entreprises abandonnées par leurs chefs du fait de la guerre et de ses conséquences : évacuation, coupure de la France en deux zones. Une loi du 20 septembre 1940 avait prévu cette situation. Des administrateurs provisoires avaient été nommés pour éviter l'arrêt de la vie économique. Un décret du 16 janvier 1941 organisa les



modalités de nomination de ces administrateurs dans les entreprises abandonnées, et délimita leurs pouvoirs.

Aux termes de ce décret, « les administrateurs provisoires des entreprises dont les dirigeants qualifiés sont, pour **quelque motif que ce soit**, dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, sont choisis sur une liste arrêtée par le Secrétaire d'Etat compétent, sur proposition du Comité d'organisation auquel ressortît l'entreprise dont il s'agit, lorsqu'il en existe un.

« Leur nomination est prononcée par arrêté du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle, en accord avec le Secrétaire d'Etat auquel correspond l'objet de l'entreprise. »

C'est le décret que l'on appliqua aux entreprises juives comme aux autres, jusqu'à la création, le 29 mars, du **Commissariat général aux questions juives** qui, depuis lors, est chargé de la nomination et du contrôle des commissaires-gérants, en application du décret du 16 janvier. Aujourd'hui, ces pouvoirs sont définis par

une loi du 22 juillet 1941 qui, en même temps, règle toutes les questions laissées en suspens, relatives aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs :

« Article premier. — En vue d'éliminer toute influence juive dans l'économie nationale, le Commissaire général aux questions juives peut nommer un administrateur provisoire à :

« 1° Toute entreprise industrielle, commerciale, immobilière ou artisanale;

« 2° Tout immeuble, droit immobilier ou droit au bail quelconque;

« 3° Tout bien meuble, valeur mobilière ou droit mobilier quelconque.

« Lorsque ceux à qui ils appartiennent ou qui les dirigent sont Juifs ou (ceci rajouté par la loi du 17 novembre) cédés par des Juifs, depuis le 23 mai 1940, **dans des conditions n'assurant pas l'élimination de toute influence juive...** »

On voit, par l'adjonction de ces dernières lignes, que la nécessité de mesures de prudence supplémentaires est apparue.

Il est spécifié seulement que ces dispo-



sitions ne s'appliquent pas, sauf exception motivée, aux immeubles ou locaux servant à l'habitation personnelle des intéressés, de leurs ascendants ou descendants, ni aux meubles qui garnissent lesdits immeubles ou locaux.

Cette importante loi du 22 juillet 1941, modifiée par celle du 17 novembre, organise et met au point la gestion provisoire et la liquidation des entreprises et des biens appartenant aux Juifs. En voici, résumées, les principales dispositions.

D'abord, à sa prise en charge, l'administrateur provisoire établit un inventaire descriptif et estimatif des biens.

La nomination de l'administrateur désaisit les personnes auxquelles les biens appartiennent ou qui les dirigent.

L'administrateur est doté des pouvoirs les plus étendus. Il exerce tous les droits au lieu et place de leurs titulaires.

Tous les actes qui seraient passés sans son consentement, à dater de sa nomination, sont nuls de plein droit. Les actes antérieurs sont annulables s'ils n'assurent

pas la transmission des biens en vue d'éliminer **toute influence juive**.

A dater de la nomination de l'administrateur provisoire, toutes poursuites sont introduites ou reprises exclusivement par lui ou contre lui.

L'administrateur doit gérer en bon père de famille. Il est responsable devant les tribunaux comme un mandataire salarié, conformément aux règles du droit commun. S'il a fait de mauvaise foi un usage de ses pouvoirs contraire aux intérêts à lui confiés, il est puni des peines prévues à l'article 405 du Code pénal.

Les administrateurs exercent leur pouvoir sous le contrôle du Commissaire général aux questions juives, qui fixe, notamment, les conditions de leur **recrutement**, de leur **nomination**, de l'établissement des inventaires et des comptes de gestion et de liquidation.

#### **Transmission des biens administrés.**

a) **Vente.** — Toute aliénation d'une entreprise, d'un bien immobilier ou mobi-



lier quelconque placé sous administration provisoire, à l'exception des titres vendus en Bourse, n'est valable qu'après approbation du Commissaire général aux questions juives, qui vérifie, notamment, si l'élimination de l'influence juive **est effective**, et si le prix de vente est normal.

Lorsqu'il s'agit d'immeubles ou de fonds de commerce, l'acte de vente devra comporter une clause obligeant l'acquéreur ou l'adjudicataire à ne pas céder ou adjuger l'immeuble ou le fonds de commerce **avant un délai de trois ans**.

b) **Liquidation.** — Lorsque les biens sont dans l'indivision ou en communauté entre Juifs et non-Juifs, ces derniers pourront demander, dans un délai de quatre mois, à dater de la publication de la loi, la dissolution de cette indivision ou communauté et la liquidation de leurs droits, même s'il existe une clause contraire.

S'il s'agit d'une communauté conjugale, la liquidation en sera poursuivie à la requête du conjoint non-Juif, suivant les

articles du Code civil relatifs à la séparation de biens judiciaire.

### **Produit des réalisations.**

Sont versés, sous réserve des droits des créanciers, à la Caisse des Dépôts et Consignations, au compte de l'administré, sur l'ordre du Commissaire général aux questions juives :

1° Le produit des réalisations de toutes sortes opérées par les administrateurs provisoires;

2° Les soldes des comptes de dépôt et, généralement, toutes sommes dont les propriétaires sont Juifs.

Un prélèvement de 10 p. 100 est opéré sur le montant des sommes ainsi versées :

5 p. 100 sont versés à un compte sur lequel seront prélevés les frais d'administration et de contrôle des entreprises déficitaires;

5 p. 100 constituent un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux Juifs indigents.



Avec l'autorisation du Commissaire général aux questions juives, des acomptes peuvent être remis aux administrés par les administrateurs provisoires sur les produits de leur gestion, ou par la Caisse des Dépôts sur le produit des fonds versés.

Enfin, la loi du 17 novembre ajoute à celle du 2 juin des sanctions :

« Tout Juif qui se sera soustrait ou aura tenté de se soustraire aux mesures prises en vertu de la présente loi, au moyen de déclarations mensongères ou de manœuvres frauduleuses, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 200.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Les mêmes peines seront encourues pour toute personne, **même non-Juive** qui, **soit en son nom, soit pour le compte d'une personne morale**, se sera interposée pour éluder les dispositions de la présente loi ».

On remarquera que la loi se méfie constamment de la subsistance de l'« influence juive », de la fraude et des intermédiaires.

## VI. — Lois diverses.

### Accès des Juifs à la propriété foncière.

— On a jugé avec raison qu'il ne suffisait pas d'éliminer les Juifs des entreprises, mais qu'une autre forme de protection était nécessaire. En effet, un nouveau problème s'est posé du fait des sommes liquides souvent considérables récupérées par les Juifs à la suite de la liquidation de leurs biens. On a constaté, depuis quelque temps, que nombre d'entre eux utilisaient leurs fonds disponibles à des manœuvres de spéculation, non seulement sur le marché noir, mais aussi sur les terrains.

On a signalé certaines opérations de ce genre, particulièrement fructueuses, dans la région du Sud-Est, où des combinaisons d'achats et reventes de terrains avaient procuré des bénéfices plus que substantiels à des Juifs. De tels agissements ne pourront plus se produire depuis qu'est intervenue, le 17 novembre dernier, une loi réglementant l'« accès des Juifs à la propriété foncière ».



Cette loi dispose qu'à partir de la date de sa publication (2 décembre), les Juifs ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux :

1° Qui sont destinés à leur habitation personnelle ou à celle de leurs ascendants ou descendants;

2° Qui servent exclusivement à l'exercice de la profession exercée par eux, notamment ceux qui sont compris dans l'exploitation agricole qu'ils mettent en valeur.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux baux d'une durée inférieure à neuf ans, ce qui marque l'intention du législateur d'éviter que les Juifs deviennent, de façon plus ou moins durable, possesseurs du sol. Et, surtout, on ne veut leur laisser l'usage de la propriété que dans deux buts bien déterminés : **habitation** des bâtiments et **exploitation** du sol.

Une autre loi du 2 novembre interdit aux Juifs toute acquisition de **fonds de commerce** sans une autorisation du préfet du département.

### L'Union générale des Israélites de France.

Il faut enfin mentionner, comme une heureuse idée, la création récente de cet organisme par une loi du 29 novembre. Cette Union, instituée auprès du Commissariat général aux questions juives, a pour objet « d'assurer la représentation des Juifs auprès des Pouvoirs publics, notamment pour les questions d'assistance, de prévoyance et de reclassement social. Elle remplit les tâches qui lui sont confiées dans ce sens par le Gouvernement ».

Cette Union est un établissement public autonome doté de la personnalité civile. Tous les Juifs domiciliés ou résidant en France lui sont obligatoirement affiliés.

Toutes les autres associations juives sont dissoutes, à l'exception des associations culturelles israélites légalement constituées. Les biens des associations dissoutes sont dévolus à la nouvelle Union.

Les ressources de l'Union sont constituées par :

1° Les 5 p. 100 prélevés sur la liquida-



tion des biens des Juifs et versés au fonds de solidarité juive prévu par la loi du 22 juillet 1941;

2° Par les ressources provenant des biens des associations dissoutes;

3° Par des cotisations versées par les Juifs, et dont le montant est fixé par le Conseil d'administration de l'Union d'après la situation de fortune des assujettis.

Le Conseil d'administration de l'Union est composé de dix-huit membres choisis parmi les Juifs de nationalité française domiciliés ou résidant en France, et désignés par le Commissaire général aux questions juives. Ce Conseil d'administration est placé sous le contrôle du Commissaire général.

**Mesures de police.** — Il faut signaler, enfin, les mesures spéciales de police prévues contre les Juifs :

1° Internement éventuel des ressortissants étrangers dans des camps spéciaux par décision du préfet du département où ils résident;

2° Résidence forcée désignée par le préfet;

3° Pour les Français, internement en cas d'infraction aux dispositions de la loi du 2 juin 1941 concernant les déclarations d'état civil ou l'interdiction d'exercer certaines professions;

4° Enfin, « **toutes mesures de police commandées par l'intérêt général** » et que peut provoquer le Commissaire aux questions juives « dans la limite fixée par les lois en vigueur ».



# CONCLUSIONS



« Celui qui creuse une fosse y tombe,

« Celui qui rompt une haie, le serpent le mord. »

(*L'Ecclésiaste*, X, 8.)

Au cours de ce modeste et très incomplet exposé, nous nous sommes efforcé de présenter les faits avec une objectivité rigoureuse. Mais l'impartialité dont nous avons fait notre règle, quand il fallait retracer les procédés et la manière d'être des Juifs, ne saurait, toutefois, nous interdire de dégager, maintenant, les leçons de l'histoire.

Car, s'il y a un point de vue juif, on nous permettra, nous le pensons, d'avoir, nous, un point de vue français.

Le péril juif est un fait.

Ce fait en conditionne un autre : celui des victimes certaines et possibles de ce péril. Quelles sont-elles en France ? Les Français et leur Patrie. Cela vaut bien qu'on s'y arrête. Tout est là, d'ailleurs. Toute la gravité, l'importance et l'intérêt de la question juive.



Deux solutions : ou bien subir passivement ce mal, ou bien prendre les mesures propres à le réduire.

La première ne se discute pas. Elle est stupide, inerte comme la matière, contraire à l'instinct animal et indigne de l'homme.

La seconde est controversée. Le choix des moyens nous laisse hésitants. Nous nous faisons scrupule d'un excès de sévérité et notre indulgence se retourne contre nous.

Velléitaire et divisée, l'opinion demeure flottante. Tantôt sous le couvert de sentiments charitables, tantôt sous les aspects d'un certain intellectualisme, consciemment ou inconsciemment l'erreur et le sophisme s'insinuent et se propagent, jetant le doute dans les esprits. A tout propos. Partant souvent d'un fait en soi inattaquable, mais égarée par de généreuses passions ou subjuguée par les subtilités d'une dialectique brillante, la raison s'abîme souvent en de fausses raisons.

Nous avons lu Bergson, nous avons assisté, depuis sa mort, à plusieurs confé-

rences sur le philosophe et son œuvre. Ce n'est pas ici le lieu de discuter les théories bergsonniennes. Nous n'en avons ni la place, ni le loisir ; au surplus, nous ne nous sentons nullement qualifié pour le faire.

Bergson, nous rappelait-on dernièrement, nous a appris ou réappris à ne pas confondre la mesure des choses et les choses elles-mêmes, à ne pas confondre la qualité et la quantité. Pénétrant au cœur du problème, il le regarde de l'intérieur, il le vit, l'anime et, s'il le résoud, ce n'est pas par un jeu de l'esprit, une gymnastique adroite et codifiée, mais en respectant la conclusion que les faits lui imposent, dût-elle contredire ses propres inclinations. Nous dirons plus simplement que c'est de l'honnêteté intellectuelle. Mais, nous ajoute-t-on, Bergson, à la fin de sa vie, avait acquis la certitude de l'erreur dans laquelle vivait Israël et concluait à la divinité du Christ. « Celui, disait-il, dont on ne peut parler comme d'un homme ». C'est pourquoi Bergson désirait recevoir le baptême et se convertir au catholicisme. Il ne



l'a pas fait. Pourquoi ? Parce que, devant la « persécution » d'Israël, abjurer devenait pour lui désertier... Et certains de conclure : « Un tel scrupule l'honore ! »

Laissons Bergson à ses scrupules. Encore que nous puissions nous étonner qu'après avoir découvert la Vérité éternelle, il ait sacrifié la Grâce divine à la fidélité humaine et que chez lui l'Erreur ait pu l'emporter sur la Vérité. Ceci est son affaire et non la nôtre.

Ignorant le secret des âmes, nous nous garderons de blâmer Bergson ; mais nous ne pouvons nous défendre d'un certain malaise quand, invoquant et n'invoquant que sa solidarité à Israël persécuté, on en tire argument à sa louange. Bergson l'aurait-il permis ? Ce serait son titre de gloire le plus contestable.

On n'a pas le droit, quand on commente Bergson, de confondre l'intention et l'action. On n'a pas le droit, quand on est Français, de déclarer honoré quiconque se raidit dans l'erreur par réaction ou solidarité. La France a failli succomber de son

obstination à défendre des systèmes et des idées fausses, ce n'est pas quand elle se relève de ce mal qu'il faut la replonger dans les ténèbres.

Et ceci conserve une égale valeur en politique.

Sensibles aux marques extérieures du repentir, nous négligeons de sonder la sincérité des cœurs, et les apparences nous suffisent. Jusqu'alors un homme pouvait commettre les erreurs les plus graves. Son crédit n'en était pas atteint si, sa faute commise, il prenait soin de s'en accuser publiquement. Nous dirons beaucoup plus : à ce jeu, certains redoraient leur blason et l'enrichissaient de quartiers nouveaux.

C'est un sincère... un pur !... disait-on. Absous et blanchi, il acquérait ainsi des droits indiscutés à se tromper encore et à tromper les autres.

La fraude est éclatante. Les Juifs l'ont pratiquée et s'y emploient encore, tant il est vrai qu'en ce domaine on ne peut guère leur en apprendre. L'histoire des Marranes d'Espagne et du Portugal, réfugiés en



France et convertis au catholicisme par intérêt, puis, en 1791, deux siècles et demi plus tard, faisant retour à leur religion d'origine, en est un exemple assez frappant.

Il prouve l'erreur d'une émancipation collective. Il prouve aussi que, pour être conforme aux intérêts français et aux intérêts juifs — mais oui — l'admission des Juifs dans la nation française doit être individuelle. Ainsi, les Juifs « bien nés » n'auraient pas à supporter les erreurs du troupeau d'Israël.

C'est à tout cela que nous songeons. Ce sont ces considérations qui devront présider à l'élaboration du Statut des Juifs en France. Les Juifs constituent un peuple, une nation sans Gouvernement et sans Etat; ils sont et se reconnaissent inassimilables... Pourquoi vouloir les assimiler malgré eux, malgré nous ?

Il faut donc reconsidérer le problème.

Dénier l'ethnie juive est une erreur, la supposer assimilable est une faute. Considérer séparément l'attitude des Juifs et

l'inspiration mosaïque est un scrupule benêt, cause de l'impuissance des méthodes jusqu'alors employées.

Si le type racial juif s'est maintenu d'une façon générale, c'est bien en raison des enseignements bibliques, dont le principal, en cette matière, interdit les mariages entre Juifs et non-Juifs.

Nous nous sommes déjà expliqué sur ce point. La religion n'a et ne peut rien avoir de condamnable pour un Etat, si elle sait se limiter au domaine spirituel. Mais dès qu'elle défigure et utilise cet idéal par une transposition sur le plan matériel, elle se condamne et se voue à être critiquée comme toute œuvre humaine. La religion juive a fait plus que transposer son idéal. Elle a fait d'une mystique religieuse une doctrine de domination matérielle et physique. Le but des religions est l'au-delà; or, « le judaïsme, nous dit Edmond Fleg, est uniquement orienté vers l'avenir de la terre... »

On ne pourra légiférer utilement si l'on demeure éloigné de ces notions fondamen-



tales. Au problème juif, il faudra donc donner une solution juive.

L'opération, dans les circonstances présentes, devrait se faire en deux temps.

Tout d'abord, dans le cadre de chaque nation, des mesures particulières ne recherchant rien d'autre que la protection des institutions contre l'envahissement des Juifs. Mesures de défense.

En second lieu, dans un avenir que nous souhaitons proche, une solution unique devrait être prise entre toutes les puissances du monde — y compris le peuple juif — reconnaissant ainsi l'existence de la Nation juive et lui désignant le territoire qui lui serait concédé.

Dès lors, tous les Juifs du globe recouvreraient légalement, officiellement, la nationalité juive que leur cœur a toujours secrètement élue.

Ceux qui voudraient rester en France, aux Etats-Unis ou en Allemagne y resteraient à titre étranger, soumis aux mêmes formalités que le Français résidant en Allemagne ou l'Espagnol vivant en France.

La difficulté est sans doute dans la détermination de cette terre, nouvelle patrie des Juifs...

Il s'agit de savoir si, voulant régler ce problème humainement, on veut cesser d'être agacé par les Juifs, ou si, continuant à appliquer des demi-mesures, on se résigne à ne régler qu'à demi, et donc mal, cette question capitale.

*Vichy.*

(Novembre 1941-janvier 1942.)

---



# TEXTES RELATIFS AUX JUIFS

Année 1940.

DATES	OBJET DE LA LOI	DATE DE PUBLICATION A L' « OFFICIEL »
3 octobre (loi).....	Statut des Juifs .....	J. O. du 18 octobre.
4 — —.....	Etrangers de race juive.....	J. O. du 18 —
7 — —.....	Abrogation du décret Crémieux Rectificatif .....	J. O. du 8 — J. O. du 7 janvier 1941.
11 — —.....	Juifs d'Algérie .....	J. O. du 13 octobre.
24 — (arrêté)....	Engagements dans l'armée de terre .....	J. O. du 1 <sup>er</sup> novembre.
16 novembre (loi) .....	Organisation municipale, art. 14	J. O. du 12 décembre.
20 — (décret)...	Statut des Juifs d'Algérie....	J. O. du 22 novembre.
26 décembre (règlement d'administration pu- blique) .....	Application de la loi du 3 oc- tobre .....	J. O. du 7 février 1941.

— 216 —

Année 1941.

12 février (décret).....	Juifs d'Algérie .....	J. O. du 13 mars.
9 mars (décret) .....	Extension du décret du 26 dé- cembre 1940 aux colonies..	J. O. du 31 —
3 avril (loi).....	Modification de la loi du 3 oc- tobre 1940 .....	J. O. du 5 mai.
11 — —.....	Modification de la loi du 3 oc- tobre 1940 .....	J. O. du 30 avril 1941.
12 mai (loi) .....	Ouvriers des Etablissements militaires et industriels de l'Etat .....	J. O. du 15 juin. J. O. du 31 mai.
19 — —.....	Commissariat général.....	J. O. du 6 juin.
1 <sup>er</sup> juin (loi) .....	Juifs indigènes d'Algérie. — Détenition d'armes.....	J. O. du 14 — J. O. du 14 —
2 — —.....	Statut des Juifs.....	J. O. du 14 —
2 — —.....	Recensement des Juifs.....	J. O. du 14 —
19 — (décret).....	Commissariat général : Organisation .....	J. O. du 21 — J. O. du 25 —
	Rectificatif .....	J. O. du 24 —
21 — (loi) .....	Renseignement supérieur.....	J. O. du 10 juillet.
28 — (décret).....	Juifs d'Algérie .....	

— 217 —



DATES	OBJET DE LA LOI	DATE DE PUBLICATION A L' « OFFICIEL »
13 juillet (loi) . . . . .	Recensement . . . . .	J. O. du 14 juillet.
16 — (décret) . . . . .	Avocats . . . . .	J. O. du 17 —
16 — — . . . . .	Officiers ministériels . . . . .	J. O. du 17 —
18 — — . . . . .	Algérie, recensement . . . . .	J. O. du 30 —
22 — (loi) . . . . .	Entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs . . . . .	J. O. du 26 août.
28 — (décret) . . . . .	Professions interdites . . . . .	J. O. du 1 <sup>er</sup> —
11 août (décret) . . . . .	Médecins . . . . .	J. O. du 6 septembre.
	Rectificatif . . . . .	J. O. du 23 octobre.
14 — — . . . . .	Professions interdites . . . . .	J. O. du 17 août.
23 — — . . . . .	Enseignement supérieur, Algérie	J. O. du 27 —
13 septembre (décret) . . . . .	Algérie, application de la loi du 3 octobre 1940 . . . . .	J. O. du 21 septembre.
24 — — . . . . .	Architectes . . . . .	J. O. du 25 —
6 octobre (arrêté) . . . . .	Rémunération des administrateurs provisoires . . . . .	J. O. du 8 octobre.
15 — — . . . . .	Comité consultatif (loi du 22 juillet) . . . . .	J. O. du 16 —

— 218 —

20 octobre (arrêté) . . . . .	Algérie, professions interdites . . . . .	J. O. du 22 octobre.
20 — (décret) . . . . .	Commissariat général aux questions juives . . . . .	J. O. du 26 —
28 — (loi) . . . . .	Etrangers de race juive . . . . .	J. O. du 1 <sup>er</sup> novembre.
2 novembre (loi) . . . . .	Fonds de commerce . . . . .	J. O. du 6 —
5 — (décret) . . . . .	Enseignement supérieur en Algérie . . . . .	J. O. du 7 —
5 — — . . . . .	Médecins d'Algérie . . . . .	J. O. du 7 —
5 — — . . . . .	Avocats d'Algérie . . . . .	J. O. du 7 —
13 — (loi) . . . . .	Recensement aux colonies . . . . .	J. O. du 15 —
17 — — . . . . .	Propriété foncière . . . . .	J. O. des 1 <sup>er</sup> et 2 déc.
17 — — . . . . .	Professions interdites . . . . .	J. O. des 1 <sup>er</sup> et 2 —
17 — — . . . . .	Loi du 22 juillet, modification . . . . .	J. O. des 1 <sup>er</sup> et 2 —
19 — (décret) . . . . .	Personnels en service outre-mer. Loi du 22 juillet, extension à l'Algérie . . . . .	J. O. des 1 <sup>er</sup> et 2 —
21 — — . . . . .		J. O. des 24 et 25 nov.
29 — (arrêté) . . . . .	Fonds de commerce . . . . .	J. O. des 1 <sup>er</sup> et 2 déc.
29 — (loi) . . . . .	Union des Israélites de France . . . . .	J. O. des 1 <sup>er</sup> et 2 —
29 — (décret) . . . . .	Sages-femmes en Algérie . . . . .	J. O. du 4 décembre.
2 décembre — . . . . .	Juifs des territoires du sud de l'Algérie . . . . .	J. O. du 5 —

— 219 —



# TEXTES CONCERNANT INDIRECTEMENT LES ISRAELITES

DATES	OBJET DE LA LOI	DATE DE PUBLICATION A L' « OFFICIEL »
10 sept. 1940 (loi) .	Prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants .....	26 oct. 1940.
16 janv. 1941 (décr.)	Relatif à l'application de la loi du 10 septembre 1940, prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires .....	17 janv. 1941.
2 févr. 1941 (loi) .	Relative aux pouvoirs des administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants .....	9 févr. 1941.
14 août 1941 (loi) . .	Modifiant la loi du 10 septembre 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires .....	17 août 1941.
18 août 1941 (décr.)	Modifiant les dispositions du décret du 16 janvier 1941 portant application de la loi du 10 septembre 1940 .....	21 août 1941.
7 juin 1941 (loi) .	Complétant l'article 1 <sup>er</sup> du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 autorisant la suppléance des officiers publics ou ministériels en temps de guerre .....	25 juin 1941.
25 août 1941 (arrêté)	Relatif aux commissaires aux comptes près des entreprises pourvues d'un administrateur provisoire .....	16 sept. 1941.

— 220 —

## TABLE DES MATIERES

### LES ORIGINES DU PEUPLE HEBREU 13

Le séjour en Egypte. — La Terre promise.  
Les rois d'Israël. — La scission : Israël et Juda. — La dispersion. — Qu'est-ce que la race ? — Qu'est-ce que l'ethnie ?

Pages

### LE REVE MESSIANIQUE ..... 45

Nos principes. — Nos méthodes. — La franc-maçonnerie. — Affaiblir l'esprit public. — Détruire toute hiérarchie. — Ruiner les propriétaires terriens. — Ruiner l'industrie. — Diviser et corrompre. — Corrompre les institutions. — Discrediter l'autorité. — Acheter les consciences. — Mentir toujours. — Affamer les peuples. Fomentier les émeutes. — Diviser pour régner. — Le Grand Soir. — La religion. — L'enseignement. — Les libertés : liberté de la presse, liberté de pensée.

— 221 —



	Pages
DU REVE A LA REALITE .....	71
Les Juifs dans l'ancienne France. — Les Juifs et la Révolution de 1789. — Les Juifs et le Premier Empire. — La revanche d'Israël. — Les Juifs toujours. — Les Juifs partout.	
VERS LA SOLUTION FRANÇAISE..	161
CONCLUSIONS .....	205
Index chronologique des lois parues .....	216

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE 28 FEVRIER 1942  
SUR LES PRESSES DE  
L'IMPRIMERIE SPÉCIALE  
DES EDITIONS C.P.R.N.



# CENTRES JUIFS EN EUROPE EN 1933

● COMMUNAUTÉS DE PLUS DE 10.000 HAB.  
■ " " " " DE 100.000 HAB.









